

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

PROJET DE BUDGET 2019

PROJET DE BUDGET 2019

**COMMUNICATION EN
CONSEIL DES MINISTRES**

septembre 2018

Le projet de budget 2019 s'équilibre en ressources et en charges à **7 334,3 milliards** contre 6 756,3 milliards en 2018, soit une hausse de 8,6%.

La présente Communication en Conseil des Ministres relative au projet du budget 2019 vise à présenter les hypothèses de base (I), les ressources attendues (II) et les dépenses prévues (III).

I. HYPOTHESES DE BASE

Les principales hypothèses soutenant les projections du projet de budget 2019 sont les suivantes :

- consolidation de la croissance mondiale avec un taux de 3,9% en 2019 comme en 2018 ;
- croissance des économies de l'UEMOA de 6,7% en 2019 contre 6,8% en 2018 ;
- taux de croissance du PIB de la Côte d'Ivoire prévu à 7,5% en 2019 contre 7,4% en 2018 ;
- cours moyen du pétrole brut attendu en 2019 à 68,8 dollars US le baril, après 69,4 dollars US le baril en moyenne estimé pour 2018 ;
- taux de change entre le dollar US et le Franc CFA projeté à 560,5 en 2019 contre 553,1 en 2018 ;
- cours du cacao sur le marché international projeté à 2,1 dollars US/Kg en 2019 contre 2,2 dollars/Kg en 2018 ;
- cours du café sur le marché international projeté à 1,9 dollar US /Kg en 2019 comme en 2018 ;
- bonne tenue de la demande tirée par le dynamisme des investissements (12,2%) et la consolidation de la consommation finale des ménages (6,0%).

II. SITUATION DES RESSOURCES

Les ressources du projet de budget 2019 s'élèvent à **7 334,3 milliards** et sont constituées à 81,9% de ressources intérieures et à 18,1% de ressources extérieures.

2-1 Ressources intérieures : 6 004,9 milliards

- **Recettes fiscales : 3 649,1 milliards**, en hausse de 396,0 milliards (12,2%) par rapport à l'estimation à fin 2018. Ces recettes se décomposent comme suit :
 - **Recettes fiscales de la DGI : 2 085,9 milliards**, en hausse de 18,6% par rapport à l'estimation à fin 2018 et représentant 57,2% des recettes fiscales totales. Ces recettes comprennent principalement les impôts sur les revenus et salaires (565,3 milliards), la taxe sur la valeur ajoutée (484,4 milliards), l'impôt BIC hors pétrole et gaz (401,5 milliards), l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (120,7 milliards), les revenus du pétrole et du gaz (115,2 milliards), les droits d'enregistrement et de timbre (113,1 milliards), les taxes sur les opérations bancaires (90,9 milliards) et les taxes dans le secteur de la télécommunication (86,7 milliards). Le montant des recettes fiscales intègre 8 milliards d'exonérations sur certains projets cofinancés.
 - **Recettes fiscales du Trésor : 9,4 milliards**, dont 7,8 milliards au titre des impôts sur les revenus et salaires ;
 - **Recettes fiscales de la DGD : 1 553,7 milliards**, en progression de 4,7% par rapport à 2018 (1 515,8 milliards) et comprenant essentiellement les taxes à

l'importation sur les marchandises générales (942,2 milliards), les taxes à l'exportation (382,1 milliards) et les taxes à l'importation sur les produits pétroliers (229,4 milliards).

Pour l'année 2019, la pression fiscale ressortirait à 16,0% contre 15,6% en 2018.

- **Emissions de titres d'Etat sur les marchés monétaire et financier : 1 439,5 milliards contre 1 418,8 attendus en 2018.**
- **Autres ressources intérieures : 188,8 milliards en hausse de 37,5%**, comprenant 102 milliards de recettes de privatisation en rapport avec la cession des parts de l'Etat dans la société Orange CI (100 milliards), 20,6 milliards pour le renouvellement de licences de télécommunication, 32,3 milliards de revenus du domaine, 18,5 milliards de recettes de service et 14 milliards au titre des dividendes dont 5 milliards attendus de la PETROCI.
- **Ressources des Comptes Spéciaux du Trésor : 727,5 milliards en hausse de 10,3% par rapport à 2018**, intégrant 159,4 milliards de recettes affectées aux collectivités, 148,3 milliards de recettes affectées au Fonds d'Entretien Routier, 64,5 milliards de prélèvements communautaires (PCS, PCC et taxe à l'importation de l'UA), 53,1 milliards concernant la taxe spécifique unique (TSU) affectée à la SIR, 26,6 milliards relatifs à la parafiscalité du secteur de l'anacarde, 12,5 milliards au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural, 4,8 milliards issus de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et 258,1 milliards d'autres recettes affectées.

2-2 Ressources extérieures : 1 329,4 milliards

- **Appuis budgétaires : 389,1 milliards**, comprenant 162 milliards du FMI, 147,6 milliards de l'Agence Française de Développement dans le cadre du C2D, 55 milliards de la Banque mondiale, 13,4 milliards de l'Union Européenne et 11,1 milliards du Gouvernement Espagnol dans le cadre du PCD.
- **Financement extérieur des projets : 940,2 milliards**, dont 780,4 milliards d'emprunts-projets et 159,8 milliards de dons-projets.

III. SITUATION DES DEPENSES

Les dépenses programmées dans le projet de budget 2019 s'élèvent à **7 334,3 milliards**. Elles concernent le service de la dette publique (24,8%), les charges salariales (23,5%), les autres dépenses de fonctionnement des services (15,8%), les dépenses d'investissement y compris le FIMR, le FER et les dépenses liées à la parafiscalité du secteur anacarde (28,6%) et les autres dépenses sur recettes affectées exécutées en comptes spéciaux du Trésor (7,3%). Elles se présentent comme suit :

- **Service de la dette : 1 821,4 milliards**, dont 1 062,4 milliards au titre de la dette intérieure et 759,1 milliards concernant la dette extérieure avec 289,2 milliards de remboursement de titres eurobond. Le niveau global des intérêts dans le service de la dette est de 516,1 milliards.
- **Dépenses de personnel : 1 720,8 milliards**, représentant 6,3% du PIB et 39,1% des recettes fiscales totales contre 40,5% en 2018. Ce montant prend en compte l'alignement du traitement salarial des membres du corps préfectoral sur celui des autres grands corps de l'Etat pour un montant de 11,2 milliards.

- **Dépenses d'abonnement : 104,1 milliards**, dont 83,3 milliards pour l'électricité.
- **Subventions et transferts : 390,1 milliards**, dont 130 milliards de subventions aux écoles privées, 90,3 milliards au titre des subventions accordées aux EPN, 69,2 milliards pour les bourses, l'achat de kits scolaires et le transport des élèves et étudiants et 22,3 milliards de subventions aux collectivités territoriales.
- **Autres dépenses ordinaires : 662,6 milliards** consacrés aux autres charges de fonctionnement des services de l'Etat, incluant la gratuité des soins ciblés (15 milliards), les dépenses au titre du carburant de l'armée (14 milliards), du fonctionnement du CNS (10 milliards) et les baux de la police, des militaires et paramilitaires (63,4 milliards).
- **Dépenses d'investissement : 2 095,2 milliards** y compris le FIMR, le FER et les dépenses sur la parafiscalité du secteur de l'anacarde. Ces dépenses représentent 28,6% du budget et 7,6% du PIB. Elles comprennent :
 - **les dépenses financées sur ressources intérieures : 1 155,0 milliards**, comprenant notamment 158,7 milliards au titre des projets financés C2D et PCD, 48,0 milliards pour les collectivités territoriales, 5 milliards pour la restructuration des banques, 4,5 milliards au titre de la Couverture Maladie Universelle et 15 milliards pour le Fonds d'études. Cette dotation couvre également les projets prioritaires du Gouvernement, notamment le projet de transport urbain d'Abidjan (45 milliards), la construction des infrastructures de la CAN 2021 (25,2 milliards), la construction et l'extension des aéroports de l'intérieur (15 milliards) et le plan d'urgence d'Abobo (5 milliards).
 - **Emprunts et dons projets : 940,2 milliards** dont 780,4 milliards d'emprunts-projets et 159,8 milliards de dons-projets.
- **Dépenses financées sur ressources des Comptes Spéciaux du Trésor : 727,5 milliards.**

Au total, ce projet de budget 2019 vise la consolidation de la croissance économique et l'affermissement de son caractère inclusif, en ligne avec les objectifs d'amélioration des conditions de vie des populations, de réduction des inégalités et de la pauvreté. En outre, il s'inscrit dans les actions prévues dans le cadre de la mise en œuvre du PND 2016-2020 et est cohérent avec les objectifs du programme économique et financier en cours avec le FMI.

Telle est l'économie du projet de budget 2019 soumis à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

MOUSSA SANOGO

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

PROJET DE LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2019

RAPPORT DE PRESENTATION

SOMMAIRE

<i>INTRODUCTION</i>	<i>2</i>
<i>I. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2018</i>	<i>3</i>
I.1 Situation économique récente	3
I.2 Situation de l'exécution du budget 2018	4
I.2.1 Situation de mobilisation des ressources	4
I.2.2 Exécution des dépenses	5
<i>II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET PROJET DE BUDGET 2019</i>	<i>6</i>
II.1 Perspectives économiques en 2019	6
II.2 Composantes du projet de budget 2019	7
II.2.1 Au titre des ressources	7
II.2.2 Au titre des dépenses	10
II.3 Analyse par secteur des dépenses du projet de budget 2019	14
II.4 Dépenses de lutte contre la pauvreté	16
<i>CONCLUSION</i>	<i>17</i>
<i>ANNEXES</i>	<i>18</i>

INTRODUCTION

L'élaboration du projet de budget 2019 se déroule dans un contexte socio-politique et économique marqué par la poursuite des actions de réconciliation nationale et de cohésion sociale, dans un environnement de croissance économique forte et soutenue.

En effet, au plan politique, la consolidation des Institutions de la troisième République se poursuit avec l'installation du Sénat le 12 avril 2018. Par ailleurs, la cohésion sociale et la réconciliation nationale continuent de se raffermir, notamment avec la signature par le Président de la République le 6 août 2018 d'une ordonnance amnistiant 800 personnes poursuivies dans le cadre d'infractions liées à la crise post-électorale, et le renforcement du soutien et du secours de l'Etat aux victimes de catastrophes en général et en particulier celles intervenues en juin 2018.

Concernant l'activité économique, elle bénéficierait des retombées de la poursuite des réformes d'amélioration du climat des affaires, de la consolidation du cadre macroéconomique, ainsi que de la bonne dynamique de la croissance mondiale. L'activité économique tire également profit de la mise en œuvre effective des actions inscrites dans le Plan National de Développement (PND) 2016-2020, tournées essentiellement vers la transformation structurelle de l'économie et l'amélioration du bien-être de la population. L'économie ivoirienne devrait ainsi enregistrer un accroissement de 7,8% en 2019 contre 7,7% en 2018.

Par ailleurs, les performances économiques de la Côte d'Ivoire continuent de susciter l'attraction des investisseurs internationaux, comme en témoigne la réalisation avec succès en mars 2018, de la plus importante émission d'euro-obligations libellée en euros de son histoire.

Sur le plan des finances publiques, le Gouvernement poursuit sa politique de consolidation budgétaire, par la réduction progressive du déficit budgétaire et l'amélioration continue de la performance du recouvrement des recettes intérieures, tout en renforçant l'espace budgétaire nécessaire pour l'investissement. Ainsi, le déficit budgétaire passerait de -4,2% en 2017 à -3,75% en 2018, pour ressortir conforme à la norme communautaire de -3% à partir de 2019.

Le projet de budget 2019 qui s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre du PND 2016-2020, consacre les priorités du Gouvernement, notamment l'accroissement de l'offre d'infrastructures socio-économiques et de services de base de qualité, l'amélioration continue des systèmes éducatif et de santé plus équitables et accessibles, ainsi que le renforcement de la sécurité à travers la mise en œuvre des lois de programmation militaire et de sécurité. Il accorde également une attention particulière à l'accès à l'eau potable, à l'électrification rurale, à l'assainissement et favorise davantage la création d'emplois.

Ce rapport présente une estimation de l'évolution de la situation économique et financière en 2018, ainsi que les perspectives économiques et les projections budgétaires pour l'année 2019.

I. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2018

I.1 Situation économique récente

L'**environnement international** est marqué par l'amélioration continue de l'activité économique en liaison avec la reprise de l'investissement, le retour de la confiance des ménages et des entreprises, la baisse du niveau de l'impôt et l'accroissement des dépenses des ménages aux Etats-Unis. La croissance de l'économie mondiale est estimée à 3,9% en 2018 contre 3,7% en 2017. Cependant, les tensions commerciales entre les Etats Unis et certains de ses partenaires commerciaux dont la Chine, l'Union Européenne, le Canada et la Turquie, pourraient ralentir les perspectives de la croissance mondiale.

En outre, le marché des produits de base est marqué par la hausse des cours en franc CFA du cacao de 10,6% par rapport à 2017 et du pétrole brut de 31,4%. En revanche, les cours du café et du caoutchouc fléchiraient respectivement de 15,2% et de 21,1%. Quant au marché de change, le dollar se déprécierait de 5,0% par rapport à l'euro.

Au sein de la **zone UEMOA**, la croissance en 2018 ressortirait à 6,8% contre 6,7% enregistré en 2017, grâce à la bonne tenue des BTP, la consolidation des activités manufacturières et par l'intensification des investissements.

Au plan national, l'économie ivoirienne devrait connaître une croissance de 7,7% en 2018 en liaison avec le dynamisme observé dans les secteurs secondaire et tertiaire.

De façon spécifique, le **secteur primaire** devrait enregistrer une croissance de 3,1% contre 11,2% en 2017, en lien avec un amoindrissement du dynamisme de la production vivrière (+3,7% en

2018 contre +6,6% en 2017) et de l'agriculture d'exportation (+2,3% en 2018 contre +18,7% en 2017).

Le **secteur secondaire** connaîtrait, quant à lui, une hausse de 8,5% contre 3,0% en 2017. L'activité du secteur serait soutenue par la consolidation des BTP (+22%), de l'industrie agro-alimentaire (+14,2%), des produits pétroliers (+7,4%) et des autres industries manufacturières (+8,4%).

Pour le **secteur tertiaire**, de bonnes performances devraient être enregistrées au niveau de toutes les composantes, induisant une croissance de 10,8%. Cette croissance serait tirée par la branche télécommunication (+12,6%), en liaison avec le développement de la technologie 4G et l'amélioration de la couverture du territoire national. Les secteurs du transport et du commerce devraient poursuivre leur dynamisme pour afficher une croissance de respectivement 10,6% et 9,4%.

L'**inflation** serait contenue à 0,5% en moyenne annuelle. Ce niveau d'inflation résulterait de l'accroissement de l'offre intérieure de denrées alimentaires et de la mise en œuvre des stratégies du Gouvernement de lutte contre la vie chère.

Au niveau de la **demande**, la croissance serait impulsée par la poursuite des investissements (+14,1%) et le dynamisme de la consommation finale (+7,8%), en lien avec la relative amélioration du marché de l'emploi.

S'agissant des **échanges extérieurs**, les importations et les exportations de biens et services progresseraient respectivement de 8% et 6,9%.

I.2 Situation de l'exécution du budget 2018

Le budget 2018 a été prévu à **6 756,3 milliards** en ressources et en dépenses.

I.2.1 Situation de mobilisation des ressources

Pour une prévision de 6 756,3 milliards, les ressources budgétaires à fin 2018 ressortiraient à **6 599,0 milliards**, soit un taux de mobilisation de 97,7%. Ces estimations de réalisation comprennent 83,2% de ressources intérieures et 16,8% de ressources extérieures.

Tableau 1 : Evolution des recettes budgétaires en 2018

Natures des ressources	Données en milliards de FCA		
	Gestion 2018		
	Budget initial	Estimation	Taux d'exéc.(%)
RESSOURCES INTERIEURES	5 471,1	5 486,5	100,3%
Recettes fiscales	3 406,0	3 271,7	96,1%
dont Impôts sur bénéfiques (hors pétrole)	348,7	348,7	100,0%
Revenu du pétrole et gaz	92,2	111,4	120,8%
TVA (hors part secteur électricité)	426,4	412,5	96,7%
Taxes sur produits pétroliers	265,8	224,3	84,4%
Taxes sur marchandises générales	875,4	864,8	98,8%
Droit Unique de Sortie (DUS)	363,9	389,8	107,1%
Recettes non fiscales	116,2	139,0	119,7%
dont Produits de la privatisation et vente d'actifs	2,8	3,0	110,1%
Versement des entreprises	0,7	1,5	214,3%
Redevance téléphonie cellulaire	57,0	57,0	100,0%
Recettes non fiscales du Trésor	32,1	34,1	106,1%
Divers autres financements	1 310,7	1 418,8	108,2%
dont Titres publics - émissions	1 310,7	1 389,9	106,0%
Recettes des Comptes Spéciaux du Trésor	638,1	657,0	103,0%
RESSOURCES EXTERIEURES	1 285,2	1 112,5	86,6%
Appuis budgétaires	369,1	401,7	108,8%
Emprunts-projets	755,8	566,5	75,0%
Dons-projets	160,3	144,3	90,0%
TOTAL GENERAL	6 756,3	6 599,0	97,7%

Sources : DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

➤ Ressources intérieures

Les **ressources intérieures** ressortiraient à **5 486,5 milliards** pour des prévisions de **5 471,1 milliards**, soit un taux de réalisation de 100,3%.

Les **recettes fiscales**, prévues à **3 406,0 milliards**, ressortiraient à **3 271,7 milliards**, soit un taux de réalisation de 96,1%. Ce résultat serait lié au recouvrement en deçà des prévisions notamment au niveau des taxes sur les produits pétroliers et des impôts sur revenus et salaires.

Les **recettes non fiscales** s'établiraient à **139,0 milliards** contre 116,2 milliards prévus, en liaison avec un bon niveau de recouvrement qui serait enregistré sur l'ensemble des natures de recettes, principalement les revenus du domaine et les bonus de signature.

Les ressources attendues des interventions de l'Etat sur les **marchés monétaire et financier** se situeraient à **1 418,8 milliards**, dont 1 115 milliards au titre de l'eurobond.

Les **ressources des Comptes Spéciaux du Trésor** seraient collectées à hauteur de **657,0 milliards** pour des prévisions de **638,1 milliards**.

➤ Ressources extérieures

Les mobilisations de **ressources extérieures**, attendues à **1 285,2 milliards**, s'établiraient à **1 112,2 milliards**, soit un taux de mobilisation de 86,6%. Ces ressources comprennent 401,7 milliards d'appuis budgétaires et 710,5 milliards d'emprunts-projets et de dons-projets.

I.2.2 Exécution des dépenses

Programmées à hauteur de **6 756,3 milliards**, les dépenses du budget 2018 enregistreraient un niveau d'exécution de **6 535,0 milliards**, soit un taux global d'exécution de 96,7%. Ces dépenses comprennent le service de la dette publique (23,7%), les dépenses ordinaires (42,7%), les dépenses d'investissement (23,5%) et les dépenses des comptes spéciaux du Trésor (10,1%).

Tableau 2 : Evolution des dépenses budgétaires en 2018

Données en milliards de FCFA

Natures des dépenses	Gestion 2018		
	Budget initial	Estimation	Taux d'exéc. (%)
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 547,3	1 547,8	100,0%
Dette intérieure	919,0	939,7	102,3%
dont Titres publics	805,6	828,0	102,8%
Dette extérieure	628,3	608,2	96,8%
DEPENSES ORDINAIRES	2 737,8	2 794,1	102,1%
Personnel	1 635,4	1 635,4	100,0%
Abonnement	97,9	97,8	99,9%
Subventions et transferts	386,7	405,5	104,9%
Charges de fonctionnement des services et autres	617,9	655,4	106,1%
<i>Elections</i>	5,8	11,4	197,6%
<i>Gratuité des soins ciblés</i>	15,0	14,7	98,0%
<i>Fonctionnement CNS</i>	10,0	10,0	100,0%
<i>Autres frais de fonctionnement des services</i>	573,4	619,4	105,5%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 833,0	1 536,0	83,8%
Trésor	916,9	825,2	90,0%
dont Projets C2D et PCD	156,1	90,0	57,6%
Emprunts	755,8	566,5	75,0%
Dons	160,3	144,3	90,0%
DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	638,1	657,0	103,0%
TOTAL GENERAL	6 756,3	6 535,0	96,7%

Sources : DGBF, DGTCP, DGE

➤ Service de la dette publique

Le règlement du **service de la dette publique** ressortirait à **1 547,8 milliards**, en ligne avec les prévisions. Ce service porterait sur 939,7 milliards au titre de la dette intérieure, dont 828,0 milliards de remboursement de titres publics et 608,2 milliards pour la dette extérieure.

➤ Dépenses ordinaires

Les **dépenses ordinaires** se situeraient à **2 794,1 milliards** et comprennent les charges de personnel, les frais d'abonnement, les subventions et transferts ainsi que le coût de fonctionnement des services.

Les **charges de personnel** s'établiraient en ligne avec les prévisions à **1 635,4 milliards**.

Les **frais d'abonnement d'eau, d'électricité et de téléphone** s'élèveraient à **97,8 milliards**, conformément aux prévisions.

Les **subventions et transferts** seraient exécutés à hauteur de **405,5 milliards** pour des prévisions de 386,7 milliards, soit un dépassement de 18,8 milliards lié à la mise à niveau des dotations accordées aux ambassades.

Les **autres charges de fonctionnement** ressortiraient à **655,4 milliards**. Ces charges intègrent, entre autres, 14,7 milliards au titre de la gratuité des soins et 13 milliards au profit du Conseil National de la Sécurité pour son fonctionnement et la sécurisation des élections ainsi que 11,4 milliards pour la révision des listes électorales et l'organisation des élections municipales et régionales.

➤ Dépenses d'investissement

Les **dépenses d'investissement**, y compris le Fonds d'Investissement en Milieu Rural, le Fonds d'Entretien Routier et les dépenses sur la parafiscalité du secteur de l'anacarde, prévues à 1 997,2 milliards, devraient enregistrer un niveau d'exécution de **1 692,4 milliards**, soit un taux de 84,7%. Ces dépenses seraient financées sur les ressources intérieures à hauteur de 981,6 milliards et sur les ressources extérieures pour 710,8 milliards.

II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET PROJET DE BUDGET 2019

II.1 Perspectives économiques en 2019

L'**économie mondiale** devrait afficher en 2019 un taux de croissance de 3,9% comme en 2018, en rapport principalement avec la consolidation de la croissance dans les économies émergentes et en développement (+5,0%), liée à l'évolution haussière des cours du pétrole, des métaux de base et des matières premières agricoles. Aux Etats Unis, la croissance serait de 2,7% en 2019 en liaison notamment avec la hausse de la demande privée. Dans la zone Euro, la croissance s'établirait à 2,0%, en léger recul par rapport à 2018 (+2,2%).

Concernant le marché des produits de base, il se caractériserait par la baisse des cours en franc CFA du cacao, du café et du pétrole brut. En revanche, les cours du caoutchouc connaîtraient une hausse de 2,5%. Quant au marché de changes, il serait marqué par une appréciation du dollar par rapport à l'euro de 1,3%.

Dans la **zone UEMOA**, le dynamisme de l'activité économique serait maintenu avec un taux de croissance de 6,7%, grâce à la poursuite de l'investissement aussi bien public que privé et des réformes structurelles dans les pays membres.

Au plan national, l'amélioration continue du climat des affaires, la poursuite des chantiers du Gouvernement, la stabilité des prix des principaux produits agricoles d'exportation, des conditions météorologiques et climatiques favorables ainsi que la mise en œuvre continue des actions et projets contenus dans le Plan National de Développement 2016-2020, devraient permettre d'atteindre un taux de croissance de 7,8% en 2019. Cette croissance serait essentiellement portée, au niveau de l'offre, par les secteurs tertiaire et secondaire dont les contributions à la croissance s'établiraient respectivement à 3,9% et 1,9%.

En effet, le **secteur secondaire** progresserait de 8,6%, soutenu par l'extraction minière (+3,8%), les BTP (+20,0%) et les produits pétroliers (+10,5%). La croissance de l'industrie agro-alimentaire, de l'énergie et des autres industries manufacturières est attendue respectivement à 10,1%, 3,6% et 7,8%.

Le **secteur tertiaire** bénéficierait du dynamisme du secteur secondaire pour afficher une valeur ajoutée en progression de 10% grâce à l'ensemble de ses composantes notamment les télécommunications (+10,0%), le transport (+10,4%), le commerce (+9,5%) et les autres services (+10,2%).

Quant au **secteur primaire**, il devrait croître de 5,1% tiré principalement par l'agriculture vivrière et l'élevage (+5,6%). La redynamisation des organisations professionnelles dans les secteurs du vivrier, de l'agriculture d'exportation (Coton-anacarde, etc.), de la pêche et de l'élevage devrait permettre d'améliorer la contribution à la croissance de ces différentes filières.

L'**inflation** en moyenne annuelle devrait être contenue à 0,5%, en dessous de la norme communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la relative stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés en

autres biens de consommation finale et à la poursuite des actions de contrôle des prix dans le cadre de la politique de lutte contre la vie chère.

S'agissant de **la demande**, elle serait tirée par les investissements (+14,1%) et la consommation finale des ménages (+7,4%). Les investissements seraient soutenus par la poursuite des grands chantiers publics et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers et de la construction. Le taux d'investissement global ressortirait à 22,1% du PIB contre 20,8% en 2018.

Pour ce qui est des **échanges extérieurs**, les importations de biens et services progresseraient de 8,1%, sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. Les exportations de biens et services seraient, pour leur part, en hausse de 7,8%, en lien avec la bonne tenue des productions agricoles, minières et pétrolières.

Les perspectives économiques positives ci-dessus exposées, fondent le cadre propice dans lequel est élaboré le projet de budget 2019, dont les principales composantes se présentent comme ci-après.

II.2 Composantes du projet de budget 2019

Le projet de budget 2019 s'équilibre en ressources et en charges à **7 334,3 milliards**. Il enregistre une progression de **8,6%** par rapport au budget 2018 dont le montant était de **6 756,3 milliards**.

II.2.1 Au titre des ressources

Les ressources du projet de budget 2019 sont constituées à 82,1% de ressources intérieures et à 17,9% de ressources extérieures.

Tableau 3 : Evolutions des ressources budgétaires en 2019

Données en milliards de FCFA

Natures des ressources	2018		2019	Variations (Prév. 2019/ est. 2018)	
	Budget initial (1)	Estimation (2)	Projet de budget (3)	Valeur (4)= (3)-(2)	(%) (4)/(2)
RESSOURCES INTERIEURES	5 471,1	5 486,5	6 014,4	527,9	9,6%
Recettes fiscales	3 406,0	3 271,7	3 669,1	397,4	12,1%
dont Impôts sur bénéfices (hors pétrole)	348,7	348,7	401,5	52,8	15,1%
Revenu du pétrole et gaz	92,2	111,4	115,2	3,8	3,4%
TVA (hors part secteur électricité)	426,4	412,5	484,4	71,9	17,4%
Taxes sur produits pétroliers	265,8	224,3	229,4	5,2	2,3%
Taxes sur marchandises générales	875,4	864,8	942,2	77,3	8,9%
Droit Unique de Sortie (DUS)	363,9	389,8	402,1	12,3	3,2%
Recettes non fiscales	116,2	139,0	188,8	49,8	35,8%
dont Produits de la privatisation et vente d'actifs	2,8	3,0	102,0	99,0	3255,3%
Versement des entreprises	0,7	1,5	1,5	0,0	0,0%
Redevance téléphonie cellulaire	57,0	57,0	20,6	-36,5	-63,9%
Recettes non fiscales du Trésor	32,1	34,1	32,5	-1,6	-4,7%
Divers autres financements	1 310,7	1 418,8	1 429,0	10,2	0,7%
dont Titres publics - émissions	1 281,8	1 389,9	1 429,0	39,1	2,8%
Recettes des Comptes Spéciaux du Trésor	638,1	657,0	727,5	70,5	10,7%
FIMR (fonds café cacao)	13,4	13,4	12,5	-0,8	-6,2%
Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)	127,2	119,4	148,3	28,9	24,2%
Recettes affectées aux Collectivités	149,3	132,8	159,4	26,7	20,1%
Autres recettes affectées et parafiscalité	210,4	219,6	258,1	38,6	17,6%
RESSOURCES EXTERIEURES	1 285,2	1 112,5	1 319,9	207,4	18,6%
Appuis budgétaires	369,1	401,7	379,6	-22,0	-5,5%
Emprunts-projets	755,8	566,5	780,4	213,9	37,8%
Dons-projets	160,3	144,3	159,8	15,5	10,8%
TOTAL GENERAL	6 756,3	6 599,0	7 334,3	735,3	11,1%

Sources : DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

➤ Ressources intérieures

Les ressources intérieures attendues à **6 014,4 milliards**, sont constituées de recettes fiscales (61,0%), de recettes non fiscales (3,1%), des émissions sur les marchés monétaire et financier (23,8%) et de ressources des comptes spéciaux du Trésor (12,1%).

Les recettes fiscales pour 2019 sont prévues à **3 669,1 milliards**, en progression de 12,1% par rapport à l'estimation à fin 2018, soit une augmentation de 392,1 milliards. Ces recettes proviennent de la fiscalité intérieure pour un montant de **2 095,4 milliards** (57,1%) et de la fiscalité de porte à hauteur de **1 573,7 milliards** (42,9%).

L'évolution des recettes fiscales résulte principalement de la bonne tenue de l'activité économique en 2018, du dynamisme croissant de la consommation, ainsi que de l'amélioration de la performance des services en matière de recouvrement. En effet, d'importants efforts sont déployés dans le contexte des réformes visant l'amélioration significative des gains de productivité, notamment la mise en place de télé-procédures, le renforcement du dispositif de gestion informatique, la rationalisation de la gestion des exonérations, ainsi que le renforcement de la segmentation et de l'analyse du risque.

Les **recettes fiscales** sont composées des principaux impôts et taxes ci-après :

L'impôt BIC hors pétrole et gaz, prévu à **401,5 milliards**, enregistre une hausse de 52,8 milliards par rapport à l'estimation à fin 2018, soit une progression de 15,1%. Cette projection repose sur les hypothèses de bonne tenue des activités économiques en 2018 et de la généralisation de l'usage des télé-procédures en matière de paiement des impôts. En effet, il est attendu qu'en 2019, l'ensemble des grandes entreprises et la quasi-totalité des entreprises ayant un chiffre d'affaires compris entre 200 millions et 3 milliards déclarent et paient tous leurs impôts en ligne. Elle découlerait, par ailleurs, de la mise en

œuvre des réformes visant notamment à s'assurer de la sincérité des états financiers transmis par les entreprises, à travers l'effectivité de la certification par un expert-comptable agréé, la généralisation de l'enregistrement en ligne des états financiers et le renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale.

Les revenus du pétrole et du gaz, projetés à **115,2 milliards**, sont en hausse de 3,8 milliards par rapport à l'estimation à fin 2018, en rapport avec la prévision de deux (02) enlèvements de pétrole brut en 2019 au profit de l'Etat. En outre, ces projections bénéficient d'un cours haussier du dollar dont le taux de change en franc CFA serait de 560,5, contre un taux de 553,1 en 2018.

Les impôts sur les revenus et salaires enregistrent une progression de 73,4 milliards (14,9%) par rapport à l'estimation à fin 2018, avec un niveau attendu de **573,1 milliards**, en lien principalement avec les créations d'emplois attendues, l'amélioration du contrôle fiscal grâce au renforcement de l'analyse du risque et des recoupements de données avec d'autres structures, ainsi que les opérations de recouvrement des arriérés.

Les impôts sur les revenus des capitaux mobiliers, prévus à **120,7 milliards**, enregistreraient une évolution de 15,1% par rapport à 2018. Cette hausse s'explique par une amélioration du résultat comptable des entreprises en 2018, résultant du dynamisme projeté des activités économiques et qui se traduirait par une distribution plus importante de dividendes.

La Taxe sur la Valeur Ajoutée en régime intérieure est prévue à **484,4 milliards**, en hausse de 71,9 milliards par rapport à l'estimation à fin 2018, soit un accroissement de 17,4%. Cette progression s'expliquerait par une croissance de la consommation sous l'effet de la progression de l'activité, et par des mesures de renforcement de l'efficacité du recouvrement fiscal, notamment avec l'analyse des données et l'amélioration de la qualité du contrôle fiscal. La hausse de

la TVA découlerait également du bon fonctionnement du principe de remboursement des crédits de cet impôt aux entreprises.

La taxe sur les opérations bancaires, projetée à **76,9 milliards**, enregistre une progression de 8,8 milliards (13,0%) par rapport à l'estimation à fin 2018, consécutive au dynamisme de la croissance des activités du secteur bancaire et financier.

Les droits d'enregistrement et de timbre sont en hausse de 41,3% par rapport aux projections de 2018 de 81,2 milliards. Ils sont prévus à **114,8 milliards** en raison de l'institution d'un taux de 1,5% de droit d'enregistrement sur le cacao, au regard de l'évolution favorable projetée des cours sur le marché international.

Les patentes et licences prévues à **11,8 milliards**, connaîtraient une baisse de 1,1 milliard par rapport aux estimations de réalisation de 2018.

Les taxes sur boissons et tabacs attendues à **50,4 milliards**, affichent une progression de 6,6% par rapport à l'estimation de 2018 de 43,8 milliards. Cette évolution résulte notamment de l'ajustement à la hausse de un point de pourcentage des droits d'accises sur les tabacs.

La taxe ad valorem perçue sur le secteur minier, évoluerait de 1,5 milliard par rapport à l'estimation à fin 2018, pour se situer à **11,8 milliards**, en lien avec la normalisation de l'activité dans le secteur minier (hors pétrole) qui avait enregistré des perturbations en 2018.

Les taxes sur les télécommunications et la taxe spécifique sur les communications téléphoniques, sont prévues respectivement à **56,2 milliards** et à **30,5 milliards**. Ces prévisions sont en hausse de 9,4 milliards et 10,0 milliards par rapport à l'estimation à fin 2018, du fait du dynamisme de la croissance du secteur de la téléphonie et de la mise en œuvre du contrôle des flux de télécommunication.

Les taxes à l'importation sur les produits pétroliers sont projetées à **229,4 milliards**. Cette projection, en hausse de 2,3% par rapport à l'estimation à fin 2018, est basée sur une hypothèse de croissance des volumes de mise à la consommation du gasoil et du super carburant respectivement de 3,0% et de 25,0%, et de taxation de 153,9 FCFA/litre pour le gasoil et 134,2 FCFA/litre pour le super carburant.

Les taxes à l'importation sur les marchandises générales sont prévues à hauteur de **942,2 milliards** contre une estimation à fin 2018 de 864,8 milliards. Cette projection repose sur une hypothèse de taux de croissance du commerce extérieur hors plates-formes pétrolières de 6% et de taux moyen d'imposition de 26,1%.

Les taxes à l'exportation prévues à **402,1 milliards**, enregistreraient une hausse de 12,3 milliards par rapport à l'estimation à fin 2018 de 389,8 milliards. Cette projection résulte principalement d'un niveau attendu de production de cacao de 1 952 995 tonnes avec un prix CAF moyen de 1 244,1 FCFA, d'une production du café de 63 750 tonnes pour un prix CAF moyen de 802,2 FCFA, et notamment d'une production de la noix de cajou de 721 527 tonnes pour un prix CAF moyen de 671,4 FCFA.

Les autres ressources intérieures, attendues à hauteur de **188,8 milliards**, comprennent 102 milliards pour les recettes de privatisation en rapport avec la cession des parts de l'Etat dans la société Orange CI (100 milliards), 20,6 milliards pour le renouvellement des licences de communication, 32,3 milliards de revenus du domaine, 18,5 milliards au titre des recettes de service et 14 milliards de dividendes attendus par l'Etat dont 5 milliards provenant de PETROCI.

Les divers autres financements, constitués des emprunts sur les marchés monétaire et financier, sont projetés à **1 429,0 milliards**, sur la base des possibilités de mobilisation sur le marché sous-régional et international. Cette projection tient également compte de la stratégie

de gestion de la dette à moyen terme (SDMT), qui préconise le recours à plusieurs types d'instruments, tout en privilégiant ceux ayant les coûts les plus faibles et les maturités les plus longues.

Les **ressources des Comptes Spéciaux du Trésor** sont projetées à **727,5 milliards** pour l'année 2019. Elles intègrent 12,5 milliards au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) et 148,3 milliards pour le Fonds d'Entretien Routier (FER). Ces ressources comprennent également 64,5 milliards au titre des prélèvements au profit de l'UEMOA (Prélèvement Communautaire de Solidarité), de la CEDEAO (Prélèvement Communautaire de la CEDEAO) et de l'Union Africaine (taxe à l'importation de l'UA).

Par ailleurs, les prélèvements dans le secteur de l'anacarde (pour la structuration de la filière, le financement de la sacherie brousse et le reprofilage des pistes) sont projetés à 26,6 milliards.

Les ressources des Comptes Spéciaux du Trésor intègrent également les recettes à transférer aux collectivités pour 159,4 milliards, la TSU affectée à la SIR à hauteur de 53,1 milliards, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) de 4,8 milliards et les autres recettes affectées pour un montant de 258,1 milliards.

➤ **Ressources extérieures**

Les ressources extérieures sont projetées à hauteur de **1 319,9 milliards** en 2019. Elles sont constituées d'appuis budgétaires, d'emprunts-projets et de dons-projets.

Les **appuis budgétaires** sont attendus à **379,6 milliards**. Ils sont accordés par le FMI (152,5 milliards), la Banque mondiale (55 milliards), l'AFD au titre du C2D (147,6 milliards), le Gouvernement espagnol dans le cadre du PCD (11,1 milliards), ainsi que l'Union Européenne (13,4 milliards) au titre du contrat de bonne gouvernance et de développement et du programme d'appui au foncier rural.

Le **financement extérieur des projets**, prévu à **940,2 milliards**, est constitué de 780,4 milliards d'emprunts-projets et 159,8 milliards de dons-projets. Ces emprunts et dons proviennent principalement des bailleurs ci-après :

- Banque mondiale (181,1 milliards dont 15,0 milliards de dons) ;
- BAD (168,8 milliards dont 2,3 milliards de dons) ;
- BID (140,4 milliards d'emprunts) ;
- Chine (139,0 milliards d'emprunts) ;
- Fonds Mondial pour l'Environnement (46,4 milliards de dons) ;
- France (44,9 milliards dont 2,5 milliards de dons) ;
- Japon (43,4 milliards dont 25,4 milliards de dons).
- Union Européenne (36,5 milliards de dons) ;
- BOAD (24,6 milliards d'emprunts) ;
- BADEA (22,3 milliards d'emprunts) ;
- BEI (20,4 milliards d'emprunts).

II.2.2 Au titre des dépenses

Les dépenses programmées dans le projet de budget 2019 s'élèvent à **7 334,3 milliards**. Elles concernent le service de la dette publique (24,8%), les charges salariales (23,5%), les autres dépenses de fonctionnement des services (15,8%), les dépenses d'investissement y compris le FIMR, le FER et les dépenses liées à la parafiscalité du secteur anacarde (28,6%) et les autres dépenses sur recettes affectées exécutées en comptes spéciaux du Trésor (7,3%).

Tableau 4 : Evolution des prévisions de dépenses budgétaires en 2019

Données en milliards de FCFA

Natures des dépenses	2018	2019	Variations (Prév. 2019/ Bud. 2018)	
			Budget initial (1)	Projet de Budget (2)
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 547,3	1 821,4	274,2	17,7%
Dette intérieure	919,0	1 062,4	143,4	15,6%
dont Titres publics	805,6	971,2	165,5	20,5%
Dette extérieure	628,3	759,1	130,8	20,8%
DEPENSES ORDINAIRES	2 737,8	2 877,7	139,9	5,1%
Personnel	1 635,4	1 720,8	85,5	5,2%
Abonnement	97,9	104,1	6,3	6,4%
Subventions et transferts	386,7	391,2	4,5	1,2%
Charges de fonctionnement des services	617,9	661,5	43,6	7,1%
Elections	5,8	6,6	0,8	14,3%
Gratuité des soins ciblés	15,0	15,0	0,0	0,0%
Fonctionnement CNS	10,0	10,0	0,0	0,0%
Autres frais de fonctionnement des services	573,4	630,0	42,8	7,3%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 833,0	1 907,7	74,7	4,1%
Trésor	916,9	967,4	50,5	5,5%
dont Projets C2D et PCD	156,1	158,7	2,6	1,6%
Emprunts	755,8	780,4	24,6	3,3%
Dons	160,3	159,8	-0,5	-0,3%
DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	638,1	727,5	89,4	14,0%
Programme d'Investissements en Milieu Rural / FIMR	13,4	12,5	-0,8	-6,2%
Programme d'entretien routier / FER	127,2	148,3	21,2	16,6%
Recettes affectées aux Collectivités	149,3	159,4	10,2	6,8%
Autres recettes affectées et parafiscalité	210,4	258,1	47,7	22,7%
TOTAL GENERAL	6 756,3	7 334,3	578,1	8,6%

Sources : DGBF, DGTCP, DGE

➤ Dette publique

Le service de la dette publique en 2019 s'élève à **1 821,4 milliards**. Il porte aussi bien sur la dette intérieure (58,3%) que sur la dette extérieure (41,7%).

Le service de la dette intérieure, prévu à **1 062,4 milliards**, est constitué principalement de 971,2 milliards de remboursement de titres publics, de 30,4 milliards d'échéances de la dette de la BCEAO

et de 24,1 milliards de remboursement de dette au profit des banques commerciales.

Le service de la dette extérieure, d'un montant de **759,1 milliards**, intègre 141,6 milliards d'échéances au profit des créanciers multilatéraux (dont 90,1 milliards au titre du FMI) et 199,4 milliards de règlements en faveur des créanciers du Club de Paris, comprenant les échéances du C2D pour 147,6 milliards. Ce service inclut également 70,7 milliards d'échéances au titre des autres créanciers bilatéraux et 344,4 milliards pour les créanciers privés dont 298,7 milliards au titre de l'Eurobond.

➤ Dépenses ordinaires

Les **dépenses ordinaires** sont programmées à hauteur de **2 877,7 milliards**, en hausse de 139,9 milliards par rapport au budget 2018. Elles portent sur les charges salariales, les frais d'abonnement, les subventions et transferts, ainsi que les frais de fonctionnement des services.

Les **dépenses de personnel** sont projetées à **1 720,8 milliards**, en ligne avec les objectifs de la stratégie de maîtrise de la masse salariale sur la période 2014-2020. Elles intègrent notamment :

- la règle d'un recrutement pour deux sorties de carrière au titre des recrutements nouveaux dans les secteurs autres que ceux de l'Education/Formation et de la Santé ;
- l'impact de la Politique de Scolarisation Obligatoire ;
- l'impact des lois de programmation militaire et de programmation de la sécurité intérieure.

Les dépenses de personnel sont en hausse de 85,5 milliards par rapport à 2018, essentiellement en rapport avec :

- la prise en compte de la deuxième tranche du stock des arriérés de salaire des fonctionnaires (34,9 milliards) ;

- le recrutement ordinaire de 17 226 agents (76,3 milliards) ;
- la prise en charge de 240 reports de traitements de 2018 sur 2019 (2,3 milliards) ;
- les changements de situation administrative pour un coût total de 24,3 milliards dont 13,8 milliards au titre des avancements et 10,5 milliards au titre des promotions.

Les prévisions de dépenses d'abonnement (eau, téléphone et électricité) en 2019 s'élèvent à 104,1 milliards et tiennent principalement compte des facteurs ci-après :

- l'extension de la politique de l'éclairage public dans les villes de l'intérieur et de l'électrification rurale ;
- l'ouverture effective de nouvelles universités et de leurs centres régionaux des œuvres universitaires ;
- la prise en compte des consommations du Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) et du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU).

Concernant ces dépenses, des mesures de rationalisation sont prévues pour être mises en œuvre en vue de contenir leur niveau. Il s'agit notamment :

- du suivi permanent des sites à grande consommation par le Laboratoire des Bâtiments et des Travaux Publics (LBTP) ;
- du réajustement de la puissance souscrite des abonnements à l'électricité ;
- de la réalisation des travaux de réparation des fuites d'eau ;
- de l'intensification des missions de la Brigade de Contrôle des Abonnements et du Patrimoine de l'Etat (BCAPE) contre les fraudes sur le réseau électrique et d'adduction d'eau de l'Etat ;
- de la sensibilisation des consommateurs ;
- du renforcement du contrôle de la facturation ;
- de la résiliation des abonnements non utilisés.

Les subventions et transferts, prévus pour un montant de 391,2 milliards, intègrent :

- 130 milliards de subvention aux écoles privées, destinés à couvrir les frais d'écolage des élèves et étudiants affectés par l'Etat dans ces établissements ;
- 91,4 milliards de subvention accordés aux EPN pour leur fonctionnement. Ce montant prend en compte les nouveaux EPN créés et vise par ailleurs à mettre à niveau les crédits de certains établissements existants ;
- 69,2 milliards au titre des bourses, kits scolaires et transports ;
- 22,3 milliards de transferts aux collectivités, pour la prise en charge de leurs dépenses de fonctionnement.

Les autres charges de fonctionnement des services, sont prévues à hauteur de 661,5 milliards. Elles incluent 15 milliards pour la gratuité des soins ciblés et couvrent également les dépenses au titre du carburant et de l'alimentation des armées pour respectivement 14,0 milliards et 38,5 milliards, ainsi que du fonctionnement du CNS pour 10 milliards. Ces dépenses comprennent, en outre, une dotation de 64 milliards au titre des baux des policiers (19 milliards), des militaires (38,0 milliards), des agents des eaux et forêts (3,3 milliards) et des gardes pénitentiaires (3,7 milliards).

➤ **Dépenses d'investissement**

Les dépenses d'investissement programmées dans le projet de budget 2019 (y compris le FIMR, le FER et les dépenses sur la parafiscalité du secteur de l'anacarde), sont en cohérence avec le PND 2016-2020 et portent sur un montant total de **2 095,2 milliards**. Elles sont financées à hauteur de 55,1% par les ressources intérieures et de 44,9% sur des concours extérieurs.

Les dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures s'élèvent à 1 155,0 milliards. Elles comprennent 158,7

milliards pour le financement des projets dans le cadre du C2D et du programme de conversion de dette (PCD), 48,0 milliards au titre des Collectivités Territoriales, 15 milliards affectés au fonds d'études pour la réalisation des projets, 5 milliards pour la restructuration des banques publiques et 4,5 milliards pour la Couverture Maladie Universelle.

Ces dépenses intègrent par ailleurs une dotation de 167,6 milliards consacrée à des projets spécifiques tels que :

- le projet de transport urbain d'Abidjan (45,0 milliards) ;
- la construction des infrastructures de la CAN 2021 (25,2 milliards) ;
- l'aménagement de la baie de Cocody (15,0 milliards) ;
- la construction et l'extension des aéroports de l'intérieur (15,0 milliards) ;
- l'aménagement de l'esplanade de la Présidence (12,8 milliards) ;
- la construction du stade d'Ebimpé (8,0 milliards) ;
- la réalisation des VRD pour les logements Sociaux (10,0 milliards) ;
- la mise en place de la Télévision Numérique Terrestre (7,8 milliards) ;
- la construction de l'université de Man (5,1 milliards) ;
- la construction des infrastructures du Train Urbain d'Abidjan (5,0 milliards) ;
- le plan d'urgence d'Abobo (5,0 milliards) ;
- le bitumage de l'axe Divo-Guity-Yokoboué (4,7 milliards) ;
- l'extension de l'université Peléforo Gon Coulibaly (3,3 milliards) ;
- le bitumage de l'axe Mankono-Tiéningboué (2,2 milliards) ;
- l'extension de l'université Lorougnon Guédé (2,0 milliards) ;

- la construction de 11 établissements d'enseignement technique (1,5 milliard).

D'autres opérations prioritaires du Gouvernement sont également programmées, notamment au titre de la Loi de Programmation de Sécurité Intérieure (43,8 milliards), de la Loi de Programmation Militaire (35,5 milliards), du Projet de Renaissance des Infrastructures de Cote d'Ivoire (11,4 milliards) et des souscriptions au capital de la BAD, de la BIDC, et de Shelter Afrique (7,5 milliards).

Les dépenses d'investissements sur financement extérieur sont projetées à **940,2 milliards**, dont **780,4 milliards** au titre des emprunts-projets et **159,8 milliards** pour les dons-projets.

Les emprunts-projets portent principalement sur :

- le projet de transport urbain d'Abidjan (101,1 milliards) ;
- l'aménagement hydroélectrique de Gribo Popoli (100,5 milliards) ;
- le projet de transport et d'accès à l'électricité (60,7 milliards) ;
- le projet d'aménagement de la baie de cocody (41,9 milliards) ;
- le projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire (38,5 milliards) ;
- le projet d'appui à la compétitivité du grand Abidjan (35,0 milliards) ;
- le projet d'infrastructures pour le développement urbain et la compétitivité des agglomérations économiques secondaires (31,4 milliards) ;
- la construction de l'université de Bondoukou (25,5 milliards) ;
- l'aménagement de la route Boundiali-Odiénné-frontière Guinée (21,0 milliards) ;
- le projet d'aménagement de la route Toulepleu Zouan-Hounien (20,9 milliards) ;
- le projet d'accès à l'électricité (18 milliards) ;

- la construction du poste céréalier du Port Autonome d'Abidjan (18 milliards) ;
- le programme d'aménagement de routes et de facilitation du transport au sein de l'Union du fleuve Mano (18,0 milliards).

Les dons-projets concernent essentiellement :

- le programme de lutte contre le paludisme (28,5 milliards) ;
- la construction de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise (21,0 milliards) ;
- les projets ENERGOS (18,6 milliards) ;
- le programme de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA (14,4 milliards) ;
- le projet de mise en œuvre du cadre d'accélération de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale en Côte d'Ivoire (10,0 milliards) ;
- le projet d'appui au secteur vivrier (6,7 milliards) ;
- le projet d'amélioration de la prestation des services dans l'éducation (5,7 milliards) ;
- le projet de construction du lycée d'excellence de Grand Bassam (5,0 milliards) ;
- le projet d'aménagement du site de débarcadère et de construction du marché central de Sassandra (4,2 milliards).

II.3 Analyse par secteur des dépenses du projet de budget 2019

Les dépenses du projet de budget 2019 se répartissent par secteur comme suit :

- **Organes de Souveraineté : 396,1 milliards** alloués aux organes législatifs (32,1 milliards), aux organes exécutifs (95,8 milliards), aux organes juridictionnels (95,8 milliards), aux organes consultatifs (9,9 milliards) et aux affaires extérieures (162,5 milliards) ;
- **Défense et Sécurité : 524,6 milliards** comprenant notamment, 263,4 milliards pour les services des armées, 175,7 milliards pour la police et 76 milliards pour la gendarmerie ;
- **Affaires Générales et Financières : 721,6 milliards** dont 242,7 milliards au titre des affaires communes de l'administration générale et financière, 95,1 milliards pour les finances, 197,6 milliards pour la régionalisation et la tutelle des collectivités territoriales et 27 milliards pour la planification, la programmation et les statistiques générales ;
- **Enseignement, Formation et Recherche : 1 340,9 milliards**, affectés notamment, à l'enseignement préscolaire et primaire (555 milliards), à l'enseignement secondaire général, technique et professionnel (350,9 milliards), à la formation professionnelle (52 milliards) et à l'enseignement supérieur (214,8 milliards) ;
- **Culture et Loisirs : 136,6 milliards** pour soutenir la promotion de la culture, les activités sportives et la communication ;
- **Santé et Actions Sociales : 436,5 milliards** dont 382,6 milliards pour le secteur de la santé. Ces dotations sont prévues au profit notamment des CHU, des CHR et des Centres de Santé Spécialisés ainsi que pour l'acquisition de médicaments et d'équipements médicaux et le Plan National de Nutrition ;

- **Administration et Développement des Infrastructures : 1 471,5 milliards**, destinés notamment au renforcement des infrastructures routières (522,9 milliards), à l'amélioration de l'accès à l'assainissement, à l'eau et à l'électricité (443,1 milliards) ainsi qu'à l'habitat et à l'urbanisme (138,5 milliards) ;
- **Production et Commerce : 287,1 milliards** dont 179,9 milliards pour l'agriculture et les ressources halieutiques. Une dotation de 39,1 milliards est allouée à la protection des forêts, parcs et réserves ainsi qu'aux industries extractives et de transformation.

En outre, il convient d'indiquer que les dotations affectées à ces différents secteurs intègrent **21,4 milliards** destinés à la **promotion de l'emploi des jeunes**.

Tableau 5 : Répartition des dépenses du projet de budget 2019 par secteur

Données en milliards de FCFA

Secteurs	Budget 2018	Projet de budget 2019	Evolution / budget initial	Part dans le budget
1. Organes de Souveraineté	347,6	396,1	14,0%	5,4%
<i>dont</i>				
<i>Organes législatives</i>	27,0	32,1	19,0%	0,4%
<i>Organes exécutifs</i>	88,8	95,8	7,8%	1,3%
<i>Organes juridictionnels</i>	81,6	95,8	17,4%	1,3%
<i>Organes consultatifs</i>	8,6	9,9	16,0%	0,1%
<i>Affaires extérieures</i>	141,6	162,5	14,8%	2,2%
2. Défense et sécurité	516,8	524,6	1,5%	7,2%
<i>dont</i>				
<i>Armée</i>	252,8	263,4	4,2%	3,6%
<i>Gendarmerie</i>	79,3	76,0	-4,1%	1,0%
<i>Police</i>	174,3	175,7	0,8%	2,4%
3. Affaires générales et financières	572,6	721,6	26,0%	9,8%
<i>dont</i>				
<i>Affaires communes de l'administration générale et Finances</i>	151,7	242,7	60,0%	3,3%
<i>Budget et dépense publique</i>	86,5	95,1	10,0%	1,3%
<i>Régionalisation et tutelle des collectivités territoriales</i>	88,3	99,6	12,8%	1,4%
<i>Régionalisation et tutelle des collectivités territoriales</i>	178,6	197,6	10,6%	2,7%
<i>Planification, programmation, prévision et statistiques</i>	21,6	27,0	25,3%	0,4%
4. Enseignement, formation et recherche	1 285,4	1 340,9	4,3%	18,3%
<i>dont</i>				
<i>Enseignement préscolaire et primaire</i>	525,7	555,0	5,6%	7,6%
<i>Enseignement secondaire général</i>	337,9	340,5	0,8%	4,6%
<i>Enseignement secondaire, technique et professionnel</i>	9,9	10,4	5,0%	0,1%
<i>Formation Professionnelle</i>	45,2	52,0	15,0%	0,7%
<i>Enseignement supérieur</i>	192,8	214,8	11,4%	2,9%
5. Culture et loisirs	163,7	136,6	-16,6%	1,9%
6. Santé et actions sociales	413,9	436,5	5,5%	6,0%
Dont Santé	356,1	382,6	7,4%	5,2%
<i>santé quaternaire (hygiène publique, médicaments et santé tertiaire (CHU/CHR)</i>	242,9	263,0	8,2%	3,6%
<i>santé tertiaire (CHU/CHR)</i>	43,5	45,7	4,9%	0,6%
<i>santé secondaire (hôpitaux généraux et bases de santé</i>	6,4	8,8	38,8%	0,1%
<i>santé primaire (soins de base et santé préventive)</i>	16,1	22,5	39,4%	0,3%
7. Administration et développement des infrastructures	1 491,0	1 471,5	-1,3%	20,1%
<i>Dont</i>				
<i>Habitat et urbanisme</i>	189,3	138,5	-26,8%	1,9%
<i>Assainissement, eau et électricité</i>	322,8	443,7	37,3%	6,0%
<i>Infrastructures routières</i>	590,2	522,9	-11,4%	7,1%
<i>Transports ferroviaires</i>	30,1	5,1	-83,2%	0,1%
<i>Transport aériens et aérodromes</i>	38,5	19,5	-49,2%	0,3%
<i>Transport maritime, fluviaux et lagunaire</i>	16,7	20,6	23,2%	0,3%
8. Production et commerce	265,4	287,1	8,2%	3,9%
<i>Dont</i>				
<i>Agriculture et ressources halieutiques (y/c FIMR)</i>	164,7	179,9	9,2%	2,5%
<i>Forêts, parcs et réserves</i>	36,5	39,7	7,1%	0,5%
<i>Industrie extractive et de transformation</i>	6,9	7,7	12,3%	0,1%
9. Dépenses non ventilables par secteur	1 699,8	2 019,4	18,8%	27,5%
<i>Dont dette publique</i>	1 547,3	1 821,4	17,7%	24,8%
TOTAL BUDGET GENERAL	6 756,3	7 334,3	8,6%	
<i>Dont emploi</i>	21,0	21,4	1,6%	0,3%

Source : DGBF

II.4 Dépenses de lutte contre la pauvreté

A travers le projet de budget 2019, le Gouvernement entend poursuivre sa politique de lutte contre la pauvreté et les disparités sociales. Il accorde en conséquence une attention particulière aux dépenses favorisant l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations les plus défavorisées.

A cet effet, le projet de budget 2019 prévoit une dotation de **2 505,5 milliards** au titre des dépenses "pro-pauvres". Ce niveau enregistre une augmentation de 9,4% par rapport à 2018 et représente 9,6% du PIB. Ces dépenses couvrent les différents secteurs sociaux.

Au titre de l'Education, les crédits prévus se chiffrent à **1 315,6 milliards** et couvrent notamment, l'acquisition de manuels, de kits scolaires et de mallettes pédagogiques ainsi que la construction, l'équipement et la réhabilitation des infrastructures scolaires. Ces crédits prennent également en compte le renforcement des moyens de fonctionnement des structures éducatives, les bourses et les subventions aux écoles privées.

Concernant le secteur de la **santé**, une dotation de **376,3 milliards** est prévue, entre autres, pour les opérations de réhabilitation et de rééquipement des centres hospitaliers universitaires (CHU), des hôpitaux généraux et des autres structures sanitaires. Cette dotation se rapporte également à la consolidation des actes de prévention et de lutte contre les pathologies et endémies ainsi qu'à la lutte contre le VIH/SIDA.

La dotation au titre du secteur des **affaires sociales** s'élève à **39,2 milliards** et est destinée à l'équipement des orphelinats, des pouponnières et des centres sociaux, à la formation du personnel d'appui ainsi qu'à la prise en charge des indigents et victimes de catastrophes.

Les secteurs de l'**agriculture** et des **ressources animales et halieutiques** bénéficient d'une dotation globale de **138,2 milliards**. Cette dotation couvre les programmes de développement et de promotion de l'agriculture, les projets d'aménagement hydro-agricole, de diversification agricole, de gestion des terroirs et d'équipement rural. Elle prend également en compte l'appui à l'élevage, à la production laitière, à la pêche, à l'aquaculture et à l'agriculture vivrière, destiné à consolider l'autosuffisance alimentaire.

Une dotation de **231,2 milliards** est prévue pour l'**assainissement et l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et en fourniture d'électricité**. Cette dotation est consacrée notamment aux actions d'assainissement et à l'enlèvement des ordures ménagères, ainsi qu'à l'hydraulique urbaine et villageoise par la réparation et l'installation de pompes à motricité humaine. La poursuite des programmes d'électrification rurale et d'extension des réseaux électriques urbains est également prise en compte.

Les collectivités territoriales disposent d'une dotation de **76,5 milliards** pour mener les actions de développement économique et social dans les différentes localités.

CONCLUSION

Le projet de budget 2019 s'équilibre en ressources et en dépenses à **7 334,3 milliards**. Il enregistre une hausse de 578,1 milliards par rapport au budget 2018, soit une progression de 8,6%. Le projet de budget 2019 reflète les ambitions du Gouvernement traduites dans le PND 2016-2020 et contribue ainsi à accélérer l'atteinte des objectifs d'émergence de la Côte d'Ivoire.

A travers ce projet de budget, le Gouvernement entend renforcer ses actions en vue de la transformation structurelle de l'économie et de l'amélioration continue des conditions de vie de la population.

En effet, le projet de budget 2019 met un accent particulier sur la poursuite des actions d'accroissement de l'offre d'infrastructures socio-économiques et des services de base de qualité, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Il accorde également une place prépondérante à l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'électricité, ainsi qu'au renforcement des actions d'assainissement, de sécurité et de création d'emplois en particulier des jeunes, toutes choses contribuant à l'accroissement des actions de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales.

Des mesures adéquates d'encadrement des acteurs de la dépense, visant la bonne exécution budgétaire, seront mises en œuvre en vue d'atteindre les objectifs visés. Dans cette optique, les réformes nécessaires à l'amélioration de la performance du recouvrement des ressources seront poursuivies et le contrôle a priori sera renforcé. En outre, le respect de la discipline budgétaire et l'amélioration de la capacité d'absorption des crédits liés à l'investissement feront l'objet d'un suivi particulier. Par ailleurs, les dispositions en cours seront poursuivies en vue d'un basculement progressif au budget programme.

ANNEXES

- Annexe 1** : Cadrage Budgétaire 2019
- Annexe 2** : Evolution des recettes fiscales
- Annexe 3** : Evolution des autres ressources intérieures
- Annexe 4** : Dépenses sociales
- Annexe 5** : Evolution de la masse salariale
- Annexe 6** : Evolution des dépenses pro-pauvres
- Annexe 7** : Evolution des ressources budgétaires
- Annexe 8** : Evolution des dépenses budgétaires
- Annexe 9** : Dotations par Institution et Ministère
- Annexe 10** : Comparaison des composantes du budget de 2016 à 2019
- Annexe 11** : Evolution des dépenses de fonctionnement et d'investissement de 2010 à 2019
- Annexe 12** : Répartition des dépenses C2D et PCD par secteur

ANNEXE 1 : Cadrage budgétaire 2019

En milliards de FCFA

RESSOURCES	Budget 2018	Projet de Budget 2019	DEPENSES	Budget 2018	Projet de Budget 2019
RECETTES FISCALES	3 406,0	3 669,1	SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 547,3	1 821,4
- DGI	1 891,5	2 085,9	- Intérieure	919,0	1 062,4
dont revenus de pétrole	26,2	49,2	dont Remboursement de titres publics	805,6	971,2
revenus de gaz	66,1	62,6	<i>dont Bons du Trésor</i>	186,4	173,3
			<i>Emprunts obligataires TPCI</i>	233,4	247,3
- TRESOR	9,4	9,4	- Extérieure	628,3	759,1
dont impôts sur revenus et salaires	7,8	7,8	dont Club de Paris	201,7	199,4
			<i>dont AFD et GVT espagnol (C2D et PCD)</i>	156,1	158,7
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	1 505,1	1 573,7	Eurobonds	241,2	289,2
dont DUS	363,9	402,1			
			DEPENSES ORDINAIRES	2 737,8	2 877,7
AUTRES RESSOURCES INTERIEURES	116,2	188,8	- Personnel (y/c charges patronales)	1 635,4	1 720,8
- Privatisation et ventes d'actifs	2,8	102,0	- Abonnement	97,9	104,1
- Transfert des entreprises/dette rétrocédée	0,7	1,5	- Autres dépenses ordinaires	1 004,6	1 052,7
- Autres recettes non fiscales	112,7	85,3	Subventions et transferts	386,7	391,2
Recettes non fiscales Trésor	32,1	32,5	Subvention aux écoles privées	141,1	130,0
Revenus du domaine DGI	23,6	32,3	Subventions aux EPN	85,3	91,4
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	Subvention coton	0,0	0,0
Licences de télécommunication	57,0	20,6	Subvention au secteur électricité	0,0	0,0
			Fonds de réserves café cacao	1,0	1,0
			Collectivités décentralisées	22,1	22,3
			Bourse, kits scolaires et transports	0,0	69,2
			Autres subventions	70,7	77,3
			Autres dépenses de fonctionnement	617,9	661,5
DIVERS AUTRES FINANCEMENTS	1 310,7	1 429,0	Gratuité des soins ciblés	15,0	15,0
- Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 310,7	1 429,0	CNS/Fonctionnement	10,0	10,0
			Elections	5,8	6,6
			Autres charges de fonctionnement	587,2	630,0
			DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 833,1	1 907,7
RESSOURCES EXTERIEURES	1 285,3	1 319,9	- Trésor	916,9	967,4
- Appuis budgétaires	369,1	379,6	Projets C2D et PCD	156,1	158,7
FMI	162,0	152,5	Collectivités décentralisées	37,4	48,0
Banque Mondiale	30,0	55,0	CNS/Investissement	5,0	5,0
AFD (C2D)	147,6	147,6	Fonds d'Etudes	10,0	15,0
GVT espagnol (PCD)	8,5	11,1	Restructuration des banques	13,0	5,0
UE	21,0	13,4	Couverture maladie Universelle	10,5	4,5
			Projet de Transport urbain d'Abidjan (PTUA)	33,9	45,0
			Dépenses fiscales	0	8,0
			Autres investissements	651,0	678,2
- Financement extérieur des projets	916,2	940,2	- Financement extérieur des projets	916,2	940,2
Emprunts-projets	755,8	780,4	Emprunts-projets	755,8	780,4
Dons-projets	160,3	159,8	Dons-projets	160,3	159,8
RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	638,1	727,5	DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	638,1	727,5
Fonds d'Investissements en Milieu Rural (FIMR)	13,4	12,5	Fonds d'Investissements en Milieu Rural (FIMR)	13,4	12,5
Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)	127,2	148,3	Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)	127,2	148,3
Recettes affectées aux collectivités	149,3	159,4	Recettes affectées aux collectivités	149,3	159,4
TSU SIR	55,6	53,1	TSU SIR	55,6	53,1
Prélèvements communautaires PCC-PCS	49,6	56,2	Prélèvements communautaires PCC-PCS	49,6	56,2
Taxe à l'importation de l'UA	6,1	8,3	Taxe à l'importation de l'UA	6,1	8,3
Parafiscalité anacarde	23,6	26,6	Parafiscalité anacarde	23,6	26,6
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	3,0	4,8	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	3,0	4,8
Autres recettes affectées et parafiscalité	210,4	258,1	Autres recettes affectées et parafiscalité	210,4	258,1
TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES	6 756,3	7 334,3	TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	6 756,3	7 334,3
GAP (-) ou EXCEDENT (+)	0,0	0,0	Masse salariale en % du PIB	6,3%	6,6%
PIB nominal	25 867,3	26 010,7	Masse salariale en % des recettes fiscales	40,5%	39,0%
Recette fiscale TOFE	4 042,3	4 416,3	Investissement en % du PIB	7,6%	8,0%
Pression fiscale	15,6%	17,0%			

Source: DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

ANNEXE 2 : EVOLUTION DES RECETTES FISCALES

En milliards de FCFA

	Budget 2014		Budget 2015		Budget 2016		Budget 2017		Budget 2018		Projet de Budget 2019
	Collectif	Réalisation	Collectif	Réalisation	Collectif	Réalisation	Collectif	Réalisation	Initial	Estimation	
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	2 539,0	2 403,9	2 719,4	2 706,0	3 043,3	2 786,5	3 070,9	3 077,8	3 406,0	3 253,1	3 669,1
<i>dont recettes hors DUS</i>	<i>2 229,7</i>	<i>2 078,7</i>	<i>2 351,3</i>	<i>2 318,9</i>	<i>2 622,2</i>	<i>2 394,2</i>	<i>2 667,0</i>	<i>2 632,2</i>	<i>3 042,0</i>	<i>2 857,9</i>	<i>3 267,0</i>
DGI	1 337,2	1 230,1	1 438,1	1 357,6	1 553,9	1 372,9	1 664,3	1 631,5	1 891,5	1 758,3	2 085,9
Impôts directs	816,8	721,8	819,8	763,8	825,9	683,5	926,9	909,7	1 068,1	1 032,7	1 206,4
Impôts sur bénéfices	393,4	336,1	365,9	322,3	342,4	279,8	388,6	393,9	442,6	435,8	520,4
- BIC hors pétrole	238,3	226,6	258,8	237,1	267,0	259,4	299,1	306,8	348,7	348,7	401,5
- BIC pétrole et gaz	134,1	93,0	86,0	66,5	53,6	65,8	65,8	64,1	64,5	66,2	80,6
<i>dont gaz imputé</i>	<i>65,4</i>	<i>43,6</i>	<i>42,5</i>	<i>34,8</i>	<i>42,4</i>	<i>46,8</i>	<i>47,8</i>	<i>55,2</i>	<i>46,2</i>	<i>43,9</i>	<i>46,2</i>
- Impôt synthétique	6,0	4,7	5,0	4,1	4,8	4,0	4,6	4,4	7,2	5,2	7,2
- Prélèvement AIRSI	15,0	11,8	16,1	14,6	16,1	17,0	19,1	18,6	22,1	15,6	31,1
Impôts sur revenus et salaires (<i>hors FDFP</i>)	332,4	310,8	366,1	354,4	397,7	403,7	445,8	430,5	518,0	491,9	565,3
- Impôts sur traitement et salaire	283,4	265,1	311,2	300,3	339,2	344,1	378,7				
- Contribution employeur (<i>hors FDFP</i>)	49,0	45,7	54,9	54,1	58,5	59,6	67,1				
Contribution pour la sortie de crise (<i>ex CRN</i>)	0,0	0,3		0,2						0,2	
Impôts fonciers	14,0	12,9	10,5	10,8				0,0			
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	77,0	61,6	77,3	76,1			92,6	85,3	107,4	104,9	120,7
Impôts indirects	520,4	508,3	618,3	593,9	728,0	689,4	737,3	721,8	792,4570	725,6	871,5
TVA (<i>hors part secteur électricité</i>)	243,1	243,2	281,7	270,8	321,0	304,2	360,6	347,0	426,4	413,5	484,4
TOB (<i>ex TPS</i>)	40,0	40,6	47,3	49,0	59,5	55,8	66,0	62,4	73,0	68,0	76,9
Taxes sur boissons et tabacs	28,0	34,4	40,8	33,0	40,8	29,8	35,0	35,2	43,2	43,8	50,4
Droits d'enregistrement et de timbre	67,5	78,2	128,6	131,4	188,8	185,7	124,7	148,0	89,8	79,6	113,1
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>24,9</i>	<i>38,0</i>	<i>79,2</i>	<i>86,2</i>	<i>139,5</i>	<i>128,5</i>	<i>59,2</i>	<i>80,7</i>	<i>0,0</i>	<i>13,3</i>	<i>33,3</i>
Patentes et Licences	10,5	9,0	10,4	10,0	11,2	11,2	12,8	11,6	23,0	12,9	11,8
Taxe sur les télécommunications	40,7	40,9	50,4	48,8	59,8	53,0	61,6	44,9	54,9	46,8	56,2
Taxe spécifique sur les télécommunications téléphoniques	22,0	16,7	21,5	20,4	24,2	23,4	27,2	23,7	27,4	20,4	30,5
Taxe sur caoutchouc	8,6	3,1	0,0	0,1	0,0	0,2	2,0	5,1	7,0	0,0	0,0
Taxe ad valorem (secteur minier)				0,0			17,0	14,3	18,0	10,4	11,8
Accises et autres taxes indirectes (<i>hors revenus du domaine et taxes affectées</i>)	2,6	2,3	2,4	1,9	2,0	2,6	2,2	2,1	2,1	1,8	1,8
Taxe d'exploitation de pétrole et gaz	57,5	39,9	35,3	28,5	23,0	23,6	28,2	27,5	27,7	28,4	34,6
<i>dont gaz imputé</i>	<i>28,0</i>	<i>18,7</i>	<i>18,2</i>	<i>14,9</i>	<i>18,2</i>	<i>20,0</i>	<i>20,5</i>	<i>23,7</i>	<i>19,8</i>	<i>18,8</i>	<i>19,8</i>
Exonérations fiscales											8,0
TRESOR	6,0	8,4	6,2	8,8	8,8	9,5	8,5	8,7	9,4	10,5	9,4
Impôts directs	5,0	7,2	5,2	7,2	7,7	8,1	6,9	7,6	7,8	8,9	7,8
Impôts sur revenus et salaires	5,0	7,1	5,2	7,2	7,7	8,1	6,9	7,6	7,8	8,9	7,8
Impôts fonciers (<i>y/c RS 15% Loyer</i>)	0,0	0,0		0,0							
Impôts indirects	1,0	1,2	1,0	1,6	1,1	1,4	1,6	1,1	1,6	1,6	1,7
Timbres et vignettes	1,0	1,2	1,0	1,6	1,1	1,4	1,6	1,1	1,6	1,6	1,7
Autres indirects	0,0	0,0									
DGD	1 195,9	1 165,5	1 275,1	1 339,6	1 480,7	1 404,1	1 398,2	1 437,6	1 505,1	1 484,3	1 573,7
Droits et taxes à l'importation	886,5	840,3	906,9	952,5	1 059,5	1 011,8	994,3	992,0	1 141,2	1 089,1	1 171,6
Taxes sur produits pétroliers (<i>hors TSU FER en compte spécial à partir de 2015</i>)	166,7	169,7	190,9	228,8	300,6	273,3	192,4	202,8	265,8	224,3	229,4
Taxes hors produits pétroliers (<i>hors SGS, PCS et PCC</i>)	719,8	670,6	716,1	723,7	758,9	738,5	801,8	789,2	875,4	864,8	942,2
Taxes à l'exportation	309,3	325,2	368,2	387,1	421,1	392,3	403,9	445,6	363,9	395,2	402,1
REVENUS DU DOMAINE	37,0	41,9	20,7	34,6	37,3	36,8	21,0	23,1	23,6	37,3	32,3
RECETTES FISCALES AFFECTEES ET PARAFISCALITE	126,6	127,5	204,4	214,4	451,4	454,8	550,0	558,6	638,2	659,8	727,5
FDFP	13,2	12,5	14,5	11,8	16,0	13,3	17,6	18,4	20,5	22,6	24,6
Fonds de financement de la salubrité urbaine / ANAGED			14,9	14,9	28,0	28,0	31,1	29,8	25,2	28,3	34,3
ONAD								10,1	7,1	8,6	
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)-ANAGED								3,0	4,8	4,8	
TVA secteur électricité	18,5	12,2	13,5	15,4	16,5	18,9	16,2	35,9	28,5	27,5	29,9
Vignettes et patentes Part FER					25,4	25,4	26,4	23,6	33,5	23,4	30,9
Transfert TSU au Fonds d'Entretien Routier (FER)			52,1	58,7	66,4	70,0	78,1	84,5	93,6	98,8	117,4
PCS, PCC, UA et SGS	58,2	63,6	66,1	76,6	80,4	80,4	88,4	86,6	89,8	95,6	105,3
Recettes affectées aux collectivités					110,0	110,0	123,4	100,4	149,3	132,8	159,4
FIMR					13,9	13,9	14,5	13,6	13,4	13,4	12,5
Redevances Café Cacao Part CCC- Sacherie brousse					36,7	36,7	38,3	40,1	32,5	32,5	33,3
Fonds d'Investissement Agricole (20C)					11,9	11,9	12,4	10,3	10,6	10,6	10,8
TSU SIR							52,2	55,6	55,6	71,0	53,1
DUS anacarde transféré à la filière (30%)										14,0	
Taxe Spécifique sur Equipement (TSE)											16,0
Parafiscalité anacarde									23,6	23,6	26,6
Autres Taxes affectées	36,7	39,3	43,3	37,0	46,2	46,2	51,3	59,7	51,0	53,9	60,0
TOTAL RECETTES FISCALES (hors FIMR)	2 702,6	2 573,3	2 944,6	2 954,9	3 518,2	3 264,2	3 627,4	3 645,9	4 054,4	3 936,8	4 416,3
PIB nominal		16 890,9	18 843,0	19 595,4	21 170,4	21 561,7	23 599,5	22 150,8	25 867,3	23 953,4	26 010,7
Pression fiscale TOFE		15,2%	15,6%	15,1%	16,6%	15,1%	15,4%	16,5%	15,7%	16,4%	17,0%

Source: DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

ANNEXE 3 : EVOLUTION DES AUTRES RESSOURCES INTERIEURES

En milliards de FCFA

	2016		2017		2018		Projet de Budget 2019
	Collectif	Réalisation	Collectif	Est.	Initial	Est.	
Recettes non fiscales du Trésor	21,8	21,7	31,5	31,5	32,1	32,1	32,5
Dividendes PETROCI	0,0	0,0	7,0	7,0	5,0	5,0	5,0
Autres Dividendes (SIB, SGBCI, autres)	3,3	3,3	10,4	10,4	9,6	9,6	9,0
Recettes des services	18,5	18,5	14,1	14,1	17,5	17,5	18,5
Revenus du domaine		36,8	21,0	23,1	23,6	37,3	32,3
Bonus de signature			2,5			6,0	
Redevance téléphonie cellulaire	0,0	0,0	65,0	65,0	57,0	57,3	20,6
Produits de la privatisation et vente d'actifs	34,3	34,3	23,9	23,9	2,8	3,0	102,0
Versements des entreprises	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	1,5	1,5
Ressources exceptionnelles (ressources C2D non utilisées sur gestions antérieures)	14,3	14,3	12,4	12,4			
Arriérés dividendes PETROCI							
Total Autres ressources intérieures du cadrage	71,0	107,8	156,9	156,6	116,2	137,3	188,8

Source : DGBF, DGE, DGTCP, DGI

ANNEXE 4 : DEPENSES SOCIALES

Montants en millions de Francs CFA

Nature de dépenses	2018	2019
	budget	Projet de budget
DEPENSES EDUCATION	1 246 698,9	1 299 252,6
Courantes	1 099 158,3	1 128 184,3
Administration Centrale	855 807,0	891 199,0
Personnel	831 399,2	866 806,5
Abonnement	11 216,8	12 232,4
Autres Administrations Centrales	13 191,0	12 160,1
Structures éducatives (hors personnel)	243 351,3	236 985,3
Subventions aux écoles privées	128 100,3	129 050,3
Kits Scolaires	14 000,0	12 000,0
Bourses	25 553,6	27 139,9
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	31 856,0	29 545,6
Ecoles publiques	43 841,3	39 249,5
Investissement	127 028,8	146 493,5
Construction et équipements (y compris kits pédagogiques et cantines scolaire)	127 028,8	146 493,5
<i>dont financements extérieurs</i>	30 187,4	65 718,2
Comptes spéciaux	20 511,9	24 574,9
DEPENSES SANTE	354 612,2	382 607,7
Courantes	237 666,8	253 894,6
Administration Centrale	196 560,7	211 475,2
Personnel	161 814,3	174 962,9
Abonnement	8 414,8	10 080,9
Autres Administrations Centrales	26 331,6	26 431,3
Structures sanitaires (hors personnel)	41 106,1	42 419,4
Niveau primaire et secondaire	9 915,1	11 448,3
Niveau tertiaire	12 998,6	14 344,4
Niveau quaternaire	15 451,1	15 091,1
Autres	2 741,3	1 535,6
Investissement	116 116,4	127 632,1
Administration	229,7	229,7
Construction et équipements	115 886,7	127 402,4
<i>dont financements extérieurs</i>	60 657,2	64 751,1
Comptes spéciaux	829,0	1 081,0
TOTAL	1 601 311,1	1 681 860,3

ANNEXE 5 : EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE

En milliards de FCFA

	2016			2017			2018		2019
	Budget	Collectif budgétaire	Réalisation	Budget	Collectif budgétaire	Estimation fin décembre	Budget	Estimation fin décembre	Projet de Budget
Gestion par la Solde	1002,1	1002,1	979,5	1058,0	1061,6	1061,6	1169,4	1169,4	1248,8
6111 Fonctionnaires	906,3	906,3	874,0	959,7	959,7	959,7	1046,7	1046,7	1109,5
6119 Autres catégories de fonctionnaires					3,0	3,0	0,0	0,0	0,0
6122 Rémunération du personnel occasionnel	1,9	1,9	1,8	1,9	1,9	1,9	0,9	0,9	1,4
6132 Indemnité de logement					0,5	0,5		0,0	0,0
6138 Indemnités d'utilisation véhicules pers. Agents Etat	2,4	2,4	2,4	2,7	2,7	2,7	3,8	3,8	3,9
6139 Autres primes et indemnités (dont indemnités de correction)							0,0	0,0	0,0
6143 Cotisations CNPS des agents contractuels et décision.	0,2	0,2	0,6	0,5	0,5	0,5	0,2	0,2	0,3
6141 Cotisations retraite des personnels sous statut	87,6	87,6	100,7	93,3	93,3	93,3	116,0	116,0	126,1
6158 Frais d'obsèques du personnel								0,0	
6199 Dépenses de personnel non ventilées	3,6	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6	1,6	7,6
Solde de la Police	84,6	84,6	80,3	86,6	87,2	87,2	86,4	86,4	90,6
6114 Traitement de base police	76,4	76,4	73,0	78,2	78,4	78,4	78,4	78,4	82,1
6138 Indemnités d'utilisation véhicules pers. Agents Etat	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
6139 Autres primes et indemnités (dont indemnités de correction)					0,4	0,4		0,0	0,0
6141 Cotisations retraite police	8,1	8,1	7,2	8,3	8,3	8,3	7,9	7,9	8,4
Solde des militaires	143,5	148,5	146,9	152,4	152,4	152,4	162,2	162,2	150,8
6116 Traitement de base des militaires	117,4	120,0	123,8	122,1	122,1	122,1	131,8	131,8	122,7
6142 Cotisations retraite des personnels militaires	14,7	15,5	15,5	18,0	18,0	18,0	16,7	16,7	15,6
6139 Autres primes et indemnités (dont indem.de correct.)	11,3	13,0	7,6	12,3	12,3	12,3	13,7	13,7	12,6
Subventions aux EPN et autres organismes	117,0	117,0	115,6	128,1	128,1	128,1	132,0	132,0	137,0
6311 Subventions d'équilibre-personnel	74,1	74,1	76,8	85,1	85,1	85,1	88,5	88,5	89,1
6321 Subventions d'équilibre-personnel	36,9	36,9	32,4	36,8	36,8	36,8	36,4	36,4	41,2
6391 Subventions d'équilibre-personnel	6,0	6,0	6,4	6,1	6,2	6,2	7,0	7,0	6,8
Institutions Nationales	44,1	44,1	44,3	43,5	45,5	45,5	46,1	46,1	53,8
6139 Autres primes et indemnités (dont indem.de correct.)									0,8
6199 Dépenses de personnel non ventilées	1,2	1,2	0,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	1,7
6417 Transferts aux Institutions Nationales	42,9	42,9	44,3	42,7	44,7	44,7	45,3	45,3	51,3
Rémunération du personnel local des ambassades	20,0	20,0	19,9	22,0	20,0	20,0	21,5	21,5	23,1
6417 Rémun. pers. local ambassades et attachés de défense	20,0	20,0	19,9	22,0	20,0	20,0	21,5	21,5	6,5
6121 Remuneration du personnel sous contrat et des decisionnaires									0,0
6122 Remuneration du personnel occasionnel									0,7
6123 Remuneration des gens de maison									0,3
6124 Remuneration du personnel sous contrat en poste a l'etranger									7,0
6134 Indemnites de responsabilite									0,1
6149 Cotisations sociales non ventilees									2,7
6153 Frais de scolarite du personnel des ambassades									2,3
6156 Assurances maladie en faveur du personnel									3,4
6199 Depenses de personnel non ventilees									0,0
Transferts aux Collectivités Décentralisées-personnel	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2
6418 Transferts aux Collectivités Décentralisées-personnel	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2
DIVERS	11,5	11,5	8,0	11,3	11,3	11,3	11,6	11,6	10,5
6121 Rémunération du personnel sous contrat et décision.	1,9	1,9	1,8	1,9	2,0	2,0	2,2	2,2	2,3
6122 Rémunération du personnel occasionnel	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
6139 Autres primes et indemnités (dont indem. de correct.)	5,6	5,6	5,0	4,8	4,7	4,7	6,2	6,2	4,6
6141 Cotisations retraite des personnels sous statut	0,7	0,7	0,0	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0
6181 Rémunération des assistants techniques	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,9	0,9	0,9
6199 Dépenses de personnel non ventilées	1,0	1,0	0,0	1,1	1,1	1,1	0,7	0,7	0,7
6131,6134, 6138, 6143, 6149, 6156, 6157, 6158, 6171, 6172, 6175, 6176, 6119, 6111	1,4	1,4	0,3	1,9	1,9	1,9	1,0	1,0	1,2
TOTAL MASSE SALARIALE BUDGET	1428,9	1434,0	1400,7	1508,1	1512,2	1512,2	1635,4	1635,4	1720,8
<i>(en % des recettes fiscales (Norme communautaire = 35%))</i>	<i>41,2%</i>	<i>40,8%</i>	<i>42,9%</i>	<i>38,6%</i>	<i>41,7%</i>	<i>41,5%</i>	<i>40,3%</i>	<i>41,5%</i>	<i>39,0%</i>

Pourcentage du PIB

Pour mémoire : PIB 2019 = 26 010,7

Source : DGBF, DGE, DGTCP, DGI

ANNEXE 6 : EVOLUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES

(toutes sources de financement confondues)

Montants en Francs CFA

Domaines	2018	2019
	Budget	Projet de Budget
01 Agriculture et développement rural	105 900 499 531	120 312 806 588
01.0 Administration générale	55 741 020 131	76 043 709 424
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	16 179 798 076	15 887 752 911
01.2 Formation et encadrement	13 187 530 031	14 405 017 655
01.3 Aménagement hydro-agricole	7 418 834 516	1 436 326 598
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	13 373 316 777	12 540 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	15 670 202 564	17 877 018 191
02.0 Administration générale / formation et encadrement	7 861 800 710	8 069 532 323
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 031 744 285	1 141 298 290
02.2 Pêche et aquaculture	6 776 657 569	8 666 187 578
03 Education	1 263 144 413 706	1 315 560 109 823
03.0 Administration générale	32 878 401 174	25 594 844 596
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	540 142 640 487	557 007 736 161
03.2 Alphabétisation	462 225 911	451 957 329
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	463 358 631 159	481 863 643 309
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	226 302 514 975	250 641 928 428
04 Santé	356 062 170 118	376 303 806 792
04.00 Administration générale santé	175 496 596 082	192 003 509 847
04.01 Système de santé primaire	88 110 513 798	73 092 125 369
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	2 000 000 000	1 500 000 000
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endemies	29 227 570 731	36 099 873 750
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	11 275 671 625	12 643 574 793
04.05 VIH/SIDA	11 803 082 290	18 487 058 366
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	38 148 735 592	42 477 664 667
05 Eau et Assainissement	106 994 286 093	99 973 664 876
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	96 799 177 376	40 352 149 961
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	10 195 108 717	59 621 514 915
06 Energie	90 075 910 351	131 231 391 096
06.1 Accès à l'électricité	90 075 910 351	131 231 391 096
07 Routes et ouvrages d'art	216 547 905 821	296 756 009 782
07.1 Entretiens pistes rurales	6 630 900 000	2 362 667 070
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	500 000 000	1 000 000 000
07.3 Autres travaux routiers	209 417 005 821	293 393 342 712
08 Affaires Sociales	39 994 532 153	39 186 056 344
08.0 Administration générale	21 938 441 269	18 248 796 462
08.1 Formations destinées aux femmes	401 984 784	461 005 479
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 428 043 587	3 344 577 359
08.3 Formation au personnel d'appui	1 595 487 340	1 499 223 102
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	12 630 575 173	15 632 453 942
09 Décentralisation	65 661 749 836	76 536 733 977
09.1 Décentralisation	65 661 749 836	76 536 733 977
10 Reconstructions et réhabilitations	9 637 077 907	9 483 702 707
10.1 Construction et réhabilitation	453 375 200	300 000 000
10.2 Habitats et logements sociaux	9 183 702 707	9 183 702 707
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	21 104 760 966	22 271 964 393
11.1 Promotion et insertion des jeunes	18 696 346 487	21 080 050 545
11.2 Appui et suivi PND	1 500 000 000	
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	908 414 479	1 191 913 848
TOTAL	2 290 793 509 046	2 505 493 264 569

Source: SIGFiP-DGBF

Evolution

PIB

%PIB

8,6%

25 867,3

8,9%

9,4%

26 010,7

9,6%

ANNEXE 7 : EVOLUTION DES RESSOURCES BUDGETAIRES

En milliards de FCFA

Nature des recettes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Budget voté	Projet de Budget
RESSOURCES INTERIEURES	3 156,1	3 590,0	4 182,3	5 140,9	5 074,6	5 471,1	6 014,4
Recettes fiscales	2 240,5	2 539,0	2 719,4	3 043,3	3 070,9	3 406,0	3 669,1
Recettes non fiscales	100,5	137,3	243,3	108,3	144,6	116,2	188,8
dont Transfert des entreprises	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7	1,5
Produits de privatisation	13,0	41,7	41,9	34,3	23,9	2,8	102,0
FIMR (fonds café cacao)	8,4	8,4	9,0	13,9	14,5	13,4	12,5
Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)			28,8	91,9	104,5	127,2	148,3
Autres recettes affectées				345,6	431,0	497,6	566,7
Recettes exceptionnelles				100,0	12,4		
Avances PETROCI							
Titres publics-Emissions	806,7	905,2	1 181,9	1 437,9	1 296,8	1 310,7	1 429,0
RESSOURCES EXTERIEURES	727,7	817,5	1 013,7	1 024,9	1 373,0	1 285,2	1 319,9
Appuis budgétaires	262,2	261,4	254,1	274,7	447,4	369,1	379,6
Rééchelonnement, différée et annulation							
Crédits adossés à l'allocation de DTS							
Ressources des projets et dons programmes	465,5	556,1	759,6	750,2	925,6	916,1	940,2
Emprunts-projets	329,9	319,9	495,4	522,4	681,3	755,8	780,4
Dons-projets	135,6	236,2	264,2	227,8	244,3	160,3	159,8
TOTAL GENERAL	3 883,8	4 407,5	5 196,0	6 165,8	6 447,6	6 756,3	7 334,3

Source : DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

ANNEXE 8 : EVOLUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

En milliards de FCFA

Nature des dépenses	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Budget voté	Projet de Budget
DETTE PUBLIQUE	984,3	1 129,0	1 295,0	1 340,3	1 459,8	1 547,3	1 821,4
Dette intérieure	725,2	814,3	856,4	860,5	884,2	919,0	1 062,4
Dette extérieure	259,1	314,7	438,6	479,8	575,5	628,3	759,1
DEPENSES ORDINAIRES	1 742,3	1 964,1	2 361,0	2 487,9	2 691,0	2 737,8	2 877,7
Abonnement	48,1	49,1	62,5	81,4	90,6	97,9	104,1
Personnel	1 039,1	1 175,7	1 328,4	1 434,0	1 512,2	1 635,4	1 720,8
Autres dépenses de fonctionnement	655,1	739,3	970,2	972,5	1 088,2	1 004,6	1 052,7
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 157,3	1 314,4	1 540,0	1 992,0	1 865,9	1 997,2	2 095,2
Trésor	691,8	758,3	780,4	1 241,8	940,3	1 081,1	1 154,9
<i>dont Investissements FIMR, FER et Parafiscalité anacarde</i>	8,4	8,4	37,8	105,8	119,0	164,1	187,5
Emprunts	329,9	319,9	495,4	522,4	681,3	755,8	780,4
Dons	135,6	236,2	264,2	227,8	244,3	160,3	159,8
DEPENSES SUR RECETTES AFFECTEES (hors FIMR, FER et parafiscalité anacarde)				345,6	431,0	474,0	540,0
TOTAL	3 883,8	4 407,5	5 196,0	6 165,8	6 447,6	6 756,3	7 334,3

Source : DGBF

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

	Projet de Budget 2019			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
01 REPRESENTATION NATIONALE	25 724 193 079			25 724 193 079
Depenses Ordinaires	25 033 551 913			25 033 551 913
Dépenses d'Abonnement	371 109 211			371 109 211
Autres Depenses	11 804 688 557			11 804 688 557
Dépenses de Personnel	12 857 754 145			12 857 754 145
Depenses d'Investissement	690 641 166			690 641 166
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	95 179 869 801			95 179 869 801
Depenses Ordinaires	76 186 869 801			76 186 869 801
Dépenses d'Abonnement	3 372 494 745			3 372 494 745
Autres Depenses	58 238 467 927			58 238 467 927
Dépenses de Personnel	14 575 907 129			14 575 907 129
Depenses d'Investissement	18 993 000 000			18 993 000 000
03 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	5 639 996 707			5 639 996 707
Depenses Ordinaires	5 639 996 707			5 639 996 707
Dépenses d'Abonnement	119 535 297			119 535 297
Autres Depenses	1 546 741 356			1 546 741 356
Dépenses de Personnel	3 973 720 054			3 973 720 054
05 GRANDE CHANCELLERIE	1 603 392 401			1 603 392 401
Depenses Ordinaires	1 603 392 401			1 603 392 401
Dépenses d'Abonnement	21 931 773			21 931 773
Autres Depenses	853 401 838			853 401 838
Dépenses de Personnel	728 058 790			728 058 790
06 PRIMATURE ET SERVICES RATTACHES	41 278 709 060	853 000 000	5 532 216 441	47 663 925 501
Depenses Ordinaires	26 631 911 840			26 631 911 840
Dépenses d'Abonnement	1 089 001 740			1 089 001 740
Autres Depenses	15 175 702 510			15 175 702 510
Dépenses de Personnel	10 367 207 590			10 367 207 590
Depenses d'Investissement	14 646 797 220	853 000 000	5 532 216 441	21 032 013 661
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	2 600 673 371			2 600 673 371
Depenses Ordinaires	2 600 673 371			2 600 673 371
Dépenses d'Abonnement	39 552 004			39 552 004
Autres Depenses	1 061 021 367			1 061 021 367
Dépenses de Personnel	1 500 100 000			1 500 100 000
08 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE	4 162 487 015			4 162 487 015
Depenses Ordinaires	4 162 487 015			4 162 487 015
Dépenses d'Abonnement	46 488 918			46 488 918
Autres Depenses	1 213 987 840			1 213 987 840
Dépenses de Personnel	2 902 010 257			2 902 010 257
Depenses d'Investissement				
10 COUR DES COMPTES	2 891 150 990			2 891 150 990
Depenses Ordinaires	2 229 416 990			2 891 150 990
Autres Depenses	1 525 796 990			1 525 796 990
Dépenses de Personnel	703 620 000			703 620 000
Depenses d'Investissement	661 734 000			661 734 000

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

	Projet de Budget 2019			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	10 580 735 256			10 580 735 256
Depenses Ordinaires	10 480 735 256			10 480 735 256
Dépenses d'Abonnement	155 383 032			155 383 032
Autres Depenses	8 020 923 171			8 020 923 171
Dépenses de Personnel	2 304 429 053			2 304 429 053
Depenses d'Investissement	100 000 000			100 000 000
12 MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 889 409 700 251		3 701 142 530	1 893 110 842 781
Dettes Publiques	1 821 447 101 310			1 821 447 101 310
Dettes publiques intérieures	1 062 354 217 808			1 062 354 217 808
Dettes publiques extérieures	759 092 883 502			759 092 883 502
Depenses Ordinaires	33 331 548 941			33 331 548 941
Dépenses d'Abonnement				
Autres Depenses	13 676 928 453			13 676 928 453
Dépenses de Personnel	19 654 620 488			19 654 620 488
Depenses d'Investissement	22 091 050 000		3 701 142 530	25 792 192 530
Comptes Speciaux du Tresor	12 540 000 000			12 540 000 000
13 CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS	4 100 000 000			4 100 000 000
Depenses Ordinaires	4 100 000 000			4 100 000 000
Autres Depenses	4 100 000 000			4 100 000 000
14 MINISTÈRE DU PÉTROLE, DE L'ENERGIE ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES	101 754 818 660	21 037 918 461	260 196 936 887	382 989 674 008
Depenses Ordinaires	4 374 391 955			4 374 391 955
Dépenses d'Abonnement	128 907 223			128 907 223
Autres Depenses	1 536 139 285			1 536 139 285
Dépenses de Personnel	2 709 345 447			2 709 345 447
Depenses d'Investissement	14 365 230 000	21 037 918 461	260 196 936 887	295 600 085 348
Comptes Speciaux du Tresor	83 015 196 705			83 015 196 705
15 MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SECURITE	421 374 146 401			421 374 146 401
Depenses Ordinaires	211 840 710 721			211 840 710 721
Dépenses d'Abonnement	4 885 430 597			4 885 430 597
Autres Depenses	59 809 122 463			59 809 122 463
Dépenses de Personnel	147 146 157 661			147 146 157 661
Depenses d'Investissement	50 091 055 473			50 091 055 473
Comptes Speciaux du Tresor	159 442 380 207			159 442 380 207
16 MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE	21 635 865 155			21 635 865 155
Depenses Ordinaires	20 787 995 155			20 787 995 155
Dépenses d'Abonnement	240 452 110			240 452 110
Autres Depenses	12 233 309 048			12 233 309 048
Dépenses de Personnel	8 314 233 997			8 314 233 997
Depenses d'Investissement	847 870 000			847 870 000
17 MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	78 810 910 473			78 810 910 473
Depenses Ordinaires	56 718 982 532			56 718 982 532
Dépenses d'Abonnement	1 197 517 826			1 197 517 826
Autres Depenses	15 923 172 822			15 923 172 822
Dépenses de Personnel	39 598 291 884			39 598 291 884
Depenses d'Investissement	22 091 927 941			22 091 927 941

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

	Projet de Budget 2019			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
18 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	126 001 111 642	11 241 529 692	18 847 939 582	156 090 580 916
Depenses Ordinaires	24 932 065 105			24 932 065 105
Dépenses d'Abonnement	499 137 753			499 137 753
Autres Depenses	14 547 883 602			14 547 883 602
Dépenses de Personnel	9 885 043 750			9 885 043 750
Depenses d'Investissement	19 036 325 507	11 241 529 692	18 847 939 582	49 125 794 781
Comptes Speciaux du Tresor	82 032 721 030			82 032 721 030
19 MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET	52 129 958 925			52 129 958 925
Depenses Ordinaires	23 205 496 405			23 205 496 405
Dépenses d'Abonnement	2 651 651 483			2 651 651 483
Autres Depenses	16 732 499 534			16 732 499 534
Dépenses de Personnel	3 821 345 388			3 821 345 388
Depenses d'Investissement	28 924 462 520			28 924 462 520
20 MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	10 547 986 626	2 000 000 000		12 547 986 626
Depenses Ordinaires	7 989 513 589			7 989 513 589
Dépenses d'Abonnement	55 864 305			55 864 305
Autres Depenses	5 495 580 411			5 495 580 411
Dépenses de Personnel	2 438 068 873			2 438 068 873
Depenses d'Investissement	2 558 473 037	2 000 000 000		4 558 473 037
21 MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER	369 360 806 067	26 717 166 522	322 464 594 339	718 542 566 928
Depenses Ordinaires	19 022 226 394			19 022 226 394
Dépenses d'Abonnement	321 045 314			321 045 314
Autres Depenses	16 913 153 233			16 913 153 233
Dépenses de Personnel	1 788 027 847			1 788 027 847
Depenses d'Investissement	202 002 579 673	26 717 166 522	322 464 594 339	551 184 340 534
Comptes Speciaux du Tresor	148 336 000 000			148 336 000 000
22 MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L' ENSEIGNEMENT TECHNIQUE I	1 010 460 715 516	14 700 000 000	23 770 900 000	1 048 931 615 516
Depenses Ordinaires	939 703 052 249			939 703 052 249
Dépenses d'Abonnement	6 633 191 300			6 633 191 300
Autres Depenses	151 522 919 288			151 522 919 288
Dépenses de Personnel	781 546 941 661			781 546 941 661
Depenses d'Investissement	46 182 799 751	14 700 000 000	23 770 900 000	84 653 699 751
Comptes Speciaux du Tresor	24 574 863 516			24 574 863 516
23 MINISTERE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE L'INOVATI	2 970 800 158			2 970 800 158
Depenses Ordinaires	2 420 800 158			2 420 800 158
Dépenses d'Abonnement	103 202 406			103 202 406
Autres Depenses	1 337 902 220			1 337 902 220
Dépenses de Personnel	979 695 532			979 695 532
Depenses d'Investissement	550 000 000			550 000 000
24 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	317 856 576 217	63 922 014 674	829 100 000	382 607 690 891
Depenses Ordinaires	253 894 569 275			253 894 569 275
Dépenses d'Abonnement	10 080 933 724			10 080 933 724
Autres Depenses	68 850 697 251			68 850 697 251
Dépenses de Personnel	174 962 938 300			174 962 938 300
Depenses d'Investissement	62 881 006 942	63 922 014 674	829 100 000	127 632 121 616
Comptes Speciaux du Tresor	1 081 000 000			1 081 000 000

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

	Projet de Budget 2019			Total
	Trésor	Don	Emprunt	
25 MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	97 398 470 184			97 398 470 184
Depenses Ordinaires	92 198 653 614			92 198 653 614
Dépenses d'Abonnement	314 487 794			314 487 794
Autres Depenses	37 293 100 106			37 293 100 106
Dépenses de Personnel	54 591 065 714			54 591 065 714
Depenses d'Investissement	5 199 816 570			5 199 816 570
26 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE LA DEFENSE	336 801 925 561		10 280 000 000	347 081 925 561
Depenses Ordinaires	291 301 925 561			291 301 925 561
Dépenses d'Abonnement	6 100 199 054			6 100 199 054
Autres Depenses	127 041 134 979			127 041 134 979
Dépenses de Personnel	158 160 591 528			158 160 591 528
Depenses d'Investissement	45 500 000 000		10 280 000 000	55 780 000 000
27 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	29 857 270 091			29 857 270 091
Depenses Ordinaires	9 914 273 187			9 914 273 187
Dépenses d'Abonnement	106 794 307			106 794 307
Autres Depenses	5 791 893 352			5 791 893 352
Dépenses de Personnel	4 015 585 528			4 015 585 528
Depenses d'Investissement	8 226 996 904			8 226 996 904
Comptes Speciaux du Tresor	11 716 000 000			11 716 000 000
28 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	9 257 943 650	5 563 632 000		14 821 575 650
Depenses Ordinaires	7 719 455 836			7 719 455 836
Dépenses d'Abonnement	47 865 243			47 865 243
Autres Depenses	2 202 998 884			2 202 998 884
Dépenses de Personnel	5 468 591 709			5 468 591 709
Depenses d'Investissement	1 538 487 814	5 563 632 000		7 102 119 814
29 MINISTÈRE DES SPORTS	59 033 579 361	1 300 000 000	3 860 000 000	64 193 579 361
Depenses Ordinaires	22 255 934 856			22 255 934 856
Dépenses d'Abonnement	110 333 087			110 333 087
Autres Depenses	13 796 630 859			13 796 630 859
Dépenses de Personnel	8 348 970 910			8 348 970 910
Depenses d'Investissement	33 925 644 505	1 300 000 000	3 860 000 000	39 085 644 505
Comptes Speciaux du Tresor	2 852 000 000			2 852 000 000
30 SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DU BUDGET E	680 739 933 200			680 739 933 200
Depenses Ordinaires	329 045 431 622			329 045 431 622
Dépenses d'Abonnement	57 685 806 927			57 685 806 927
Autres Depenses	210 918 544 008			210 918 544 008
Dépenses de Personnel	60 441 080 687			60 441 080 687
Depenses d'Investissement	230 404 501 578			230 404 501 578
Comptes Speciaux du Tresor	121 290 000 000			121 290 000 000

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

	Projet de Budget 2019			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
31 MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	31 570 468 338			31 570 468 338
Depenses Ordinaires	28 952 328 568			28 952 328 568
Dépenses d'Abonnement	204 224 475			204 224 475
Autres Depenses	7 923 836 957			7 923 836 957
Dépenses de Personnel	20 824 267 136			20 824 267 136
Depenses d'Investissement	2 618 139 770			2 618 139 770
32 MINISTÈRE DE LA VILLE	1 387 566 174			1 387 566 174
Depenses Ordinaires	1 387 566 174			1 387 566 174
Dépenses d'Abonnement	55 826 025			55 826 025
Autres Depenses	1 211 740 149			1 211 740 149
Dépenses de Personnel	120 000 000			120 000 000
33 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIF	223 073 681 435		27 247 301 355	250 320 982 790
Depenses Ordinaires	188 481 231 305			188 481 231 305
Dépenses d'Abonnement	5 599 208 091			5 599 208 091
Autres Depenses	97 622 420 495			97 622 420 495
Dépenses de Personnel	85 259 602 719			85 259 602 719
Depenses d'Investissement	34 592 450 130		27 247 301 355	61 839 751 485
35 MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	13 446 370 010			13 446 370 010
Depenses Ordinaires	10 850 803 010			10 850 803 010
Dépenses d'Abonnement	222 339 291			222 339 291
Autres Depenses	4 015 201 460			4 015 201 460
Dépenses de Personnel	6 613 262 259			6 613 262 259
Depenses d'Investissement	454 567 000			454 567 000
Comptes Speciaux du Tresor	2 141 000 000			2 141 000 000
37 MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DES PME	11 764 741 680	2 039 000 000		13 803 741 680
Depenses Ordinaires	8 855 541 680			8 855 541 680
Dépenses d'Abonnement	121 630 015			121 630 015
Autres Depenses	4 719 856 914			4 719 856 914
Dépenses de Personnel	4 014 054 751			4 014 054 751
Depenses d'Investissement	2 909 200 000	2 039 000 000		4 948 200 000
38 MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	3 865 467 089			3 865 467 089
Depenses Ordinaires	3 460 187 089			3 460 187 089
Dépenses d'Abonnement	189 655 302			189 655 302
Autres Depenses	1 073 394 736			1 073 394 736
Dépenses de Personnel	2 197 137 051			2 197 137 051
Depenses d'Investissement	405 280 000			405 280 000
39 MINISTÈRE DU TOURISME DES LOISIRS	10 176 706 498			10 176 706 498
Depenses Ordinaires	6 283 306 498			6 283 306 498
Dépenses d'Abonnement	96 016 432			96 016 432
Autres Depenses	4 784 805 955			4 784 805 955
Dépenses de Personnel	1 402 484 111			1 402 484 111
Depenses d'Investissement	534 000 000			534 000 000
Comptes Speciaux du Tresor	3 359 400 000			3 359 400 000

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

	Projet de Budget 2019			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
40 MINISTÈRE DES TRANSPORTS	37 338 227 911		25 292 481 211	62 630 709 122
Depenses Ordinaires	12 532 041 639			12 532 041 639
Dépenses d'Abonnement	162 428 935			162 428 935
Autres Depenses	5 640 905 698			5 640 905 698
Dépenses de Personnel	6 728 707 006			6 728 707 006
Depenses d'Investissement	24 806 186 272		25 292 481 211	50 098 667 483
41 MINISTERE DE L'ARTISANAT	2 239 856 695			2 239 856 695
Depenses Ordinaires	1 649 856 695			1 649 856 695
Dépenses d'Abonnement	34 381 392			34 381 392
Autres Depenses	1 175 791 559			1 175 791 559
Dépenses de Personnel	439 683 744			439 683 744
Depenses d'Investissement	590 000 000			590 000 000
42 MINISTÈRE DE LA FEMME,DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT	15 693 426 853	700 000 000		16 393 426 853
Depenses Ordinaires	15 093 426 853			15 093 426 853
Dépenses d'Abonnement	339 994 124			339 994 124
Autres Depenses	3 829 162 537			3 829 162 537
Dépenses de Personnel	10 924 270 192			10 924 270 192
Depenses d'Investissement	600 000 000	700 000 000		1 300 000 000
44 MINISTÈRE AUPRES DU PR CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	777 180 087			777 180 087
Depenses Ordinaires	777 180 087			777 180 087
Autres Depenses	657 180 087			657 180 087
Dépenses de Personnel	120 000 000			120 000 000
45 MINISTERE DE LA SOLIDARITE,DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA LUTTE COI	5 471 318 578	2 571 179 778	8 784 784 737	16 827 283 093
Depenses Ordinaires	3 831 809 305			3 831 809 305
Dépenses d'Abonnement	93 510 145			93 510 145
Autres Depenses	2 516 237 755			2 516 237 755
Dépenses de Personnel	1 222 061 405			1 222 061 405
Depenses d'Investissement	1 639 509 273	2 571 179 778	8 784 784 737	12 995 473 788
Comptes Speciaux du Tresor				
47 COUR SUPREME	9 876 622 864			9 876 622 864
Depenses Ordinaires	9 574 646 864			9 574 646 864
Dépenses d'Abonnement	146 948 841			146 948 841
Autres Depenses	1 754 996 222			1 754 996 222
Dépenses de Personnel	7 672 701 801			7 672 701 801
Depenses d'Investissement	301 976 000			301 976 000
48 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE	36 916 571 514		5 930 592 700	42 847 164 214
Depenses Ordinaires	7 793 781 514			7 793 781 514
Dépenses d'Abonnement	52 338 141			52 338 141
Autres Depenses	6 811 188 907			6 811 188 907
Dépenses de Personnel	930 254 466			930 254 466
Depenses d'Investissement	1 570 590 000		5 930 592 700	7 501 182 700
Comptes Speciaux du Tresor	27 552 200 000			27 552 200 000

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

	Projet de Budget 2019			Total
	Trésor	Don	Emprunt	
49 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES	18 910 438 492		6 500 000 000	25 410 438 492
Depenses Ordinaires	6 046 222 492			6 046 222 492
Dépenses d'Abonnement	30 108 487			30 108 487
Autres Depenses	2 431 039 218			2 431 039 218
Dépenses de Personnel	3 585 074 787			3 585 074 787
Depenses d'Investissement	12 864 216 000		6 500 000 000	19 364 216 000
50 MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE	26 498 290 867	1 232 388 305	39 012 502 218	66 743 181 390
Depenses Ordinaires	2 006 745 162			2 006 745 162
Dépenses d'Abonnement	160 377 513			160 377 513
Autres Depenses	1 080 070 000			1 080 070 000
Dépenses de Personnel	766 297 649			766 297 649
Depenses d'Investissement	24 491 545 705	1 232 388 305	39 012 502 218	64 736 436 228
51 MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	12 861 941 982	5 969 577 578		18 831 519 560
Depenses Ordinaires	10 529 210 809			10 529 210 809
Dépenses d'Abonnement	130 806 054			130 806 054
Autres Depenses	4 321 278 528			4 321 278 528
Dépenses de Personnel	6 077 126 227			6 077 126 227
Depenses d'Investissement	2 332 731 173	5 969 577 578		8 302 308 751
52 SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE LA PROMO'	8 822 250 470			8 822 250 470
Depenses Ordinaires	6 923 090 470			6 923 090 470
Autres Depenses	4 628 718 271			4 628 718 271
Dépenses de Personnel	2 294 372 199			2 294 372 199
Depenses d'Investissement	1 899 160 000			1 899 160 000
53 SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DU SERVICE CIVIQUE	1 753 201 741			1 753 201 741
Depenses Ordinaires	1 651 401 741			1 651 401 741
Dépenses d'Abonnement	48 219 796			48 219 796
Autres Depenses	1 008 024 124			1 008 024 124
Dépenses de Personnel	595 157 821			595 157 821
Depenses d'Investissement	101 800 000			101 800 000
54 SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE	2 218 794 268			2 218 794 268
Depenses Ordinaires	1 768 794 268			1 768 794 268
Autres Depenses	1 369 053 023			1 369 053 023
Dépenses de Personnel	399 741 245			399 741 245
Depenses d'Investissement	450 000 000			450 000 000
56 SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUST'	2 659 380 953			2 659 380 953
Depenses Ordinaires	2 659 380 953			2 659 380 953
Autres Depenses	1 181 625 105			1 181 625 105
Dépenses de Personnel	1 477 755 848			1 477 755 848
Depenses d'Investissement				

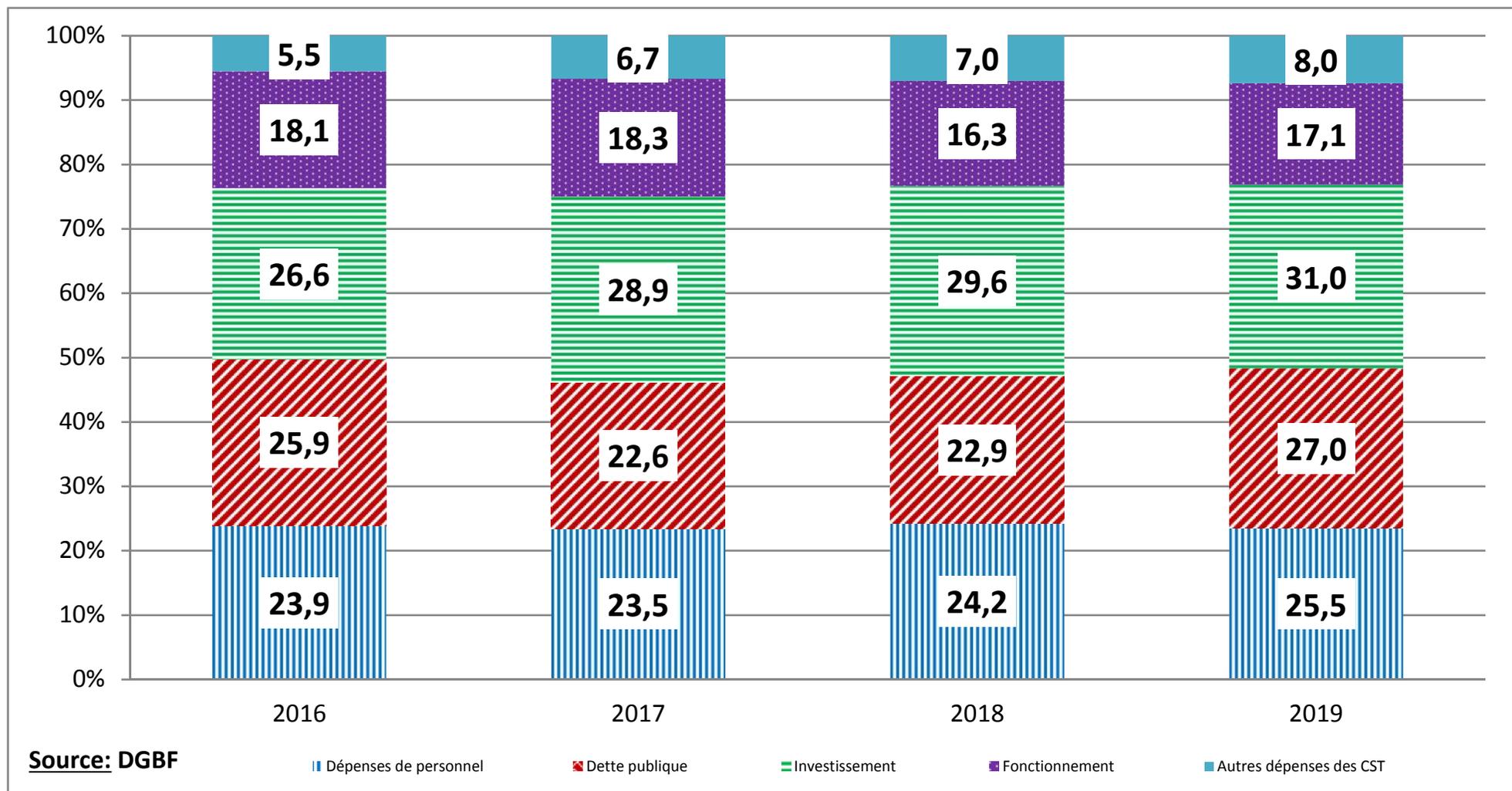
ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

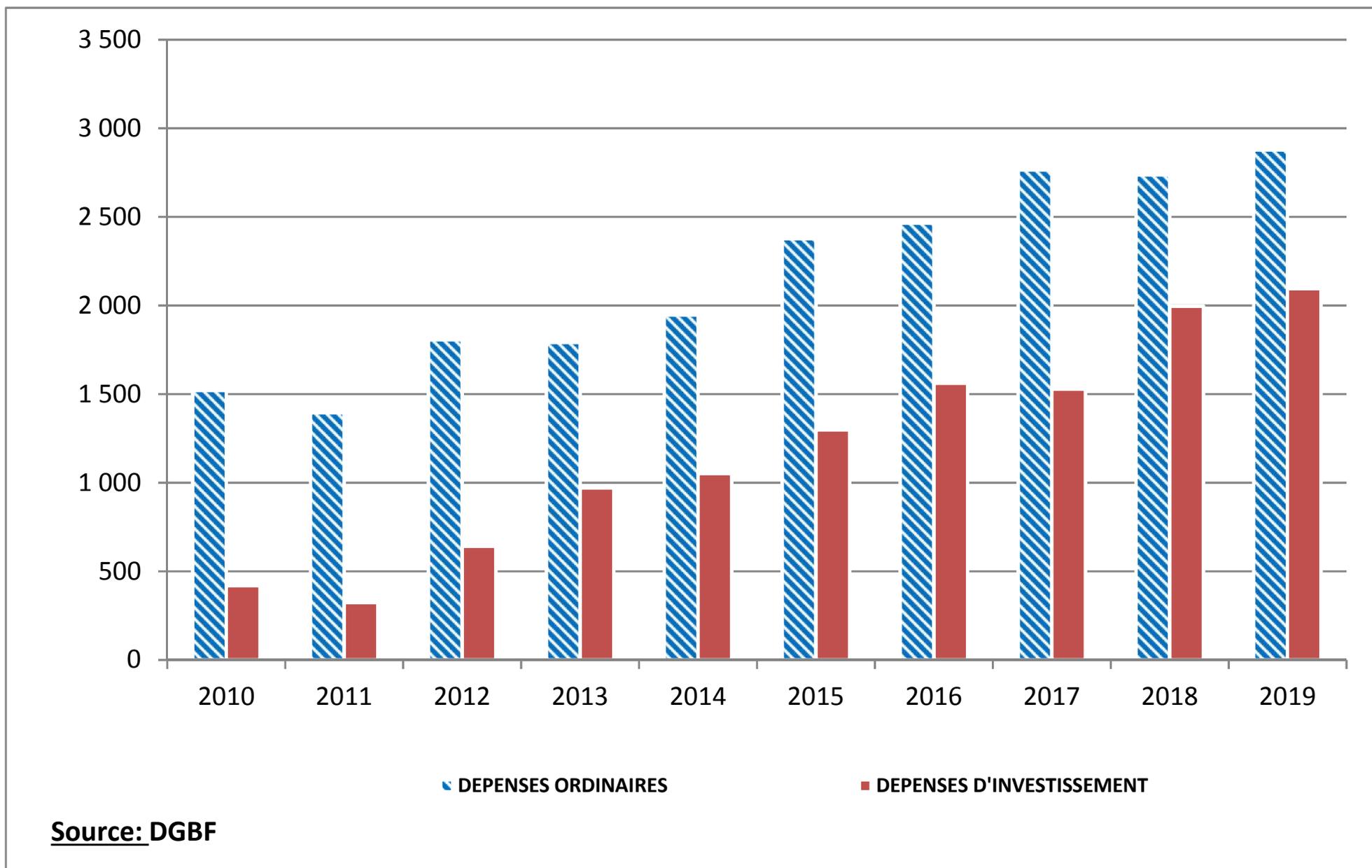
	Projet de Budget 2019			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
60 MINISTÈRE DE L'INTÉGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEU	3 097 259 626			3 097 259 626
Depenses Ordinaires	2 517 259 626			2 517 259 626
Autres Depenses	1 870 632 391			1 870 632 391
Dépenses de Personnel	646 627 235			646 627 235
Depenses d'Investissement	580 000 000			580 000 000
68 PARQUET GENERAL	968 507 046			968 507 046
Depenses Ordinaires	968 507 046			968 507 046
Autres Depenses	552 903 046			552 903 046
Dépenses de Personnel	415 604 000			415 604 000
Depenses d'Investissement				
72 MINISTÈRE DE LA SALUBRITE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT	70 209 858 809		18 149 908 000	88 359 766 809
Depenses Ordinaires	5 671 208 226			5 671 208 226
Dépenses d'Abonnement	55 964 719			55 964 719
Autres Depenses	3 491 089 964			3 491 089 964
Dépenses de Personnel	2 124 153 543			2 124 153 543
Depenses d'Investissement	16 922 210 583		18 149 908 000	35 072 118 583
Comptes Speciaux du Tresor	47 616 440 000			47 616 440 000
74 MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE	25 814 658 731			25 814 658 731
Depenses Ordinaires	20 558 216 122			20 558 216 122
Dépenses d'Abonnement	53 135 862			53 135 862
Autres Depenses	5 230 717 804			5 230 717 804
Dépenses de Personnel	15 274 362 456			15 274 362 456
Depenses d'Investissement	5 256 442 609			5 256 442 609
75 SENAT	6 419 121 185			6 419 121 185
Depenses Ordinaires	6 419 121 185			1 903 144 753
Autres Depenses	1 903 144 753			1 903 144 753
Dépenses de Personnel	4 515 976 432			4 515 976 432
76 PARQUET GENERAL PRES LA COUR DES COMPTES	1 098 595 236			1 098 595 236
Depenses Ordinaires	1 098 595 236			1 098 595 236
Autres Depenses	700 000 000			700 000 000
Dépenses de Personnel	398 595 236			398 595 236
TOTAL GENERAL	6 394 094 230 950	159 847 407 010	780 400 400 000	7 334 342 037 960
Dette Publique	1 821 447 101 310			1 821 447 101 310
Dette publique intérieure	1 062 354 217 808			1 062 354 217 808
Dette publique extérieure	759 092 883 502			759 092 883 502
Depenses Ordinaires	2 877 667 523 066			2 877 667 523 066
Dépenses d'Abonnement	104 175 430 813			104 175 430 813
Autres Depenses	1 052 669 357 012			1 052 669 357 012
Dépenses de Personnel	1 720 822 735 241			1 720 822 735 241
Depenses d'Investissement	967 430 405 116	159 847 407 010	780 400 400 000	1 907 678 212 126
Comptes Speciaux du Tresor	727 549 201 458			727 549 201 458

Source : DGBF

Annexe 10: Comparaison des composantes du budget de 2016 à 2019



Annexe 11: Evolution des dépenses de fonctionnement et d'investissement de 2010 à 2019



ANNEXE 12 : REPARTITION DES DEPENSES C2D ET PCD PAR SECTEUR

Montants en Francs CFA

Secteurs/Projets	Budget 2018	Projet de budget 2019
Agriculture et développement rural	19 351 617 134	13 450 000 241
Projet d'Appui au Secteur Agricole en CI(PSAC)/C2D	4 800 418 285	
Prog Accélération Relance Filières Agricoles en CI(PARFACI)/C2D	5 701 199 090	
Filières Agricoles Durables de C.I (FADCI) - FPRCI / 2ème C2D	5 000 000 000	250 000 000
Filières Agricoles Durables de C.I (FADCI) - MINEF / 2ème C2D	700 000 000	300 000 000
Projet de Conservation des Ressources Naturelles(CORENA-MINESUDD)/C2D	149 999 759	
Projet de Conservation des Ressources Naturelles (CORENA MINEF) / C2D	2 000 000 000	491 548 270
Conservation des Ressources Naturelles(CORENA-FPRCI)/C2D	500 000 000	8 451 971
Filières Agricoles Durables de C.I (FADCI) - MINEDD / 2ème C2D	500 000 000	400 000 000
Filières Agricoles Durables de C.I (FADCI) / 2ème C2D		12 000 000 000
Education	33 252 869 650	25 320 950 744
Prog Dév. Educ., Formation et Insertion Jeunes(Composante Educ. Base)/C2D	4 709 707 736	
Education de base et Pilotage Projet EF / 2ème C2D	4 000 000 000	2 000 000 000
Formation Professionnelle / 1er C2D	9 958 080 106	5 353 777 806
Formation Professionnelle / 2ème C2D	2 000 000 000	5 467 172 938
Prog Dév Educ., Format° et Insert° Jeunes(Composante Ens. Supérieur) / C2D	7 585 081 808	
Enseignement Supérieur / 2ème C2D	5 000 000 000	12 500 000 000
Santé	23 847 194 978	13 000 000 000
Projet de Renforcement du Système de Santé(PRSS-ECHO)	12 847 194 978	7 000 000 000
Projet de Renforcement du Système de Santé(PRSS) / 2ème C2D	11 000 000 000	6 000 000 000
Eau et Assinissement	18 743 137 688	16 041 254 180
Developpement Urbain-Eau/C2D	5 431 826 258	
Eau Potable / 2ème C2D	10 000 000 000	341 254 180
Développement urbain - Construction, Assainissement, et Urbanisme (MCU)/C2D	811 311 430	
Adduction Eau Potable gagnoa et Sinfra 2ème C2D		3 500 000 000
Assainissement / 2ème C2D	2 500 000 000	12 200 000 000
Routes et ouvrage d'art	31 318 038 200	46 278 119 835
Infrastructures de Transport - Route/C2D	1 318 038 200	1 278 119 835
Routes / 2ème C2D	30 000 000 000	45 000 000 000
Emploi jeunes	9 500 131 350	5 500 000 000
Emploi des Jeunes / C2D	5 000 000 000	
Emploi Jeunes / 2ème C2D	4 500 131 350	5 500 000 000
Autres secteurs	20 114 452 000	39 110 000 000
Programme Justice / C2D	6 587 011 000	5 000 000 000
Fonds d'études & renforcement des capacités/C2D	5 000 000 000	
Programme Justice/ 2ème C2D		15 000 000 000
Economie et Ecologie des territoires ruraux/C2D		8 000 000 000
Programme de Conversion de Dettes (PCD-CI/Espagne)		11 110 000 000
Projets C2D Gouvernement espagnol	8 527 441 000	
Total	156 127 441 000	158 700 325 000